

rien n'a changé...

et tout est différent

RIEN N'A CHANGE, pensions-nous le lendemain du "couronnement" de la gauche : nous le pensions alors par intuition, par certitude viscérale, nous qui n'avions pas joué le jeu électoral.

Nous l'avons ensuite ressenti, au fil des mois qui suivirent, à la place ou avec ceux qui avaient « cru que... », parce que chacun devait bien constater que la vie quotidienne en France en 81 était aussi grise, terne, sale et sans espoir que la vie quotidienne en France en 80. (Sans doute avait-il manqué à ce "changement" politique une véritable lutte de tous ; sans doute tous ceux qui avaient mis leur petit bulletin dans l'urne et attendu, se sentaient frustrés à la fois au niveau du résultat obtenu, et au niveau de leur toute petite participation dans l'affaire... mais cela est un autre problème).

Cela, cette amertume et cette tristesse qui gagnait peu à peu ceux qui avaient connu, comme dit Mr Mauroy, « l'immense espérance du peuple français » cette tristesse qui gagnait donc, comme une nappe d'huile qu'on a sous les pieds, on glisse mais on ne la voit pas encore, nous avons tous essayé, à un moment ou à l'autre, de la traduire en mots, en textes, mais ça ne faisait pas un Basta...

Il restait cependant, l'espoir politique, peut-être, à défaut d'espoir individuel d'une vie changée et meilleure.

Ce n'est qu'après, une fois accomplies les quelques opérations de prestige de Mr Badinter, accordées à grand fracas les promesses les plus évidentes, que la mort des espoirs politiques arriva.

La longue liste des grignotages sur les avantages sociaux, des vagues hésitations, des pas en avant (1 pas) et 3 en arrière, des centrales nucléaires pas nucléaires mais nucléaires quand même, et l'en passe, les tripataillages sur les médias, les problèmes et déclarations diplomatiques, bref l'installation réelle et profonde des nouveaux arrivants dans le moule inchangé du pouvoir laissé par les autres.

tout cela continuait de dessiller les yeux de tous ceux qui ne sont pas accrochés à ce pouvoir par quelques miettes échappées du gâteau.

Ci-Git le changement funéraires en douceur, mais funéraires tout de même.

Alors, puisque rien n'a changé, d'où vient qu'un peu partout autour de nous, la lutte et la critique n'ont pas suivi leur bonhomme de chemin, comme si de rien n'était...?

Passant au-dessus et ignorant ces faux semblants, notre expression aurait-elle vraiment pu, en toute marginalité, continuer d'attaquer les mêmes effets, sur le même ton et avec la certitude "tranquille" d'être entendue et comprise ?

Il faut dire que si cela pouvait théoriquement être fait, nous, nous ne l'avons pas pu, ni voulu. Parce que notre critique n'a jamais voulu être marginale mais s'est toujours, au maximum du possible, insérée dans l'action.

TOUT EST DIFFERENT, CERTES CAR SI L'ON EST TOUJOURS PIEGE, LES PIEGES SONT DIFFERENTS :

S'il est vrai que le changement est faux, s'il est vrai aussi que peu à peu, chacun ressent que gauche et droite cela ne veut plus dire grand chose mais qu'il y a, et c'est tout, un pouvoir, des gens qui l'ont et d'autres qui ne l'ont pas. Ceux qui ne l'ont pas le veulent, ceux qui l'ont veulent le garder ; il est vrai cependant que ceux qui ont le pouvoir et l'exercent, s'ils en usent, quels qu'ils soient, contre nous tous, n'utilisent pas toujours les mêmes ficelles et ne se donnent pas le

même visage. C'est ainsi qu'il est très difficile de garder les mêmes schémas de contestation quand l'Etat, lui, s'est adapté "aux aspirations de l'immense majorité de français".

Quand en Espagne Franco est mort, pour laisser la place à une "royauté démocratique", beaucoup ont dit : « rien n'a changé ». Est-ce que ça voulait dire : « le fascisme est toujours là » ? Certains le pensaient et désiraient garder leurs habitudes, leurs formes de résistance, de clandestinité etc...

En réalité rien n'avait changé en ce sens que l'oppression existait toujours, et que sortis de la dictature, les espagnols n'étaient certes pas libérés; ils se retrouvaient face à de nouveaux problèmes, un nouveau pouvoir qui utilisait d'autres ficelles que le précédent. Ainsi pour eux la lutte continuait bien, mais avait fort besoin de se régénérer.

Ce qu'ils découvriraient, existait dans nos pays "démocratiques" depuis de nombreuses années, et nous avons pu analyser de ce fait les différences entre les luttes à mener lorsqu'on subit le fascisme et lorsqu'on est enligné dans une démocratie libérale. Souvent, très souvent nous avons eu à réfléchir à ce problème, à l'occasion des actions antifranquistes dans les années 74 et suivantes, à l'occasion des déclarations de groupes prétendant eux, mener une lutte armée en pays libéral contre le capitalisme, contre la consommation et l'aliénation quotidienne. Nous avons à plusieurs reprises dans Basta essayé de donner notre sentiment sur la façon dont on peut lutter contre tout cela, qui n'est pas la même façon que devant le garrot ou le fascisme en général. Ce problème de l'Espagne, très grave sous Franco, très compliqué ensuite, peut servir d'exemple même si cela apparaît bien différent, car ce n'est pas si vieux, et c'était, rappelons-nous, bien proche de nous...

Un changement de régime, et une période d'adaptation un peu floue, c'est un peu ce que nous venons de connaître avec l'arrivée du parti socialiste (et non pas du socialisme) au pouvoir en France. La nuance est peut-être plus subtile entre le septennat de Giscard et celui de Mitterrand qu'entre Franco et l'après-Franco.

La différence est pourtant très profonde, et c'est cela que nous percevons depuis neuf mois chaque fois que nous voulons attaquer sur un front ou sur un autre. Quand sous Giscard on lutait pour la suppression de la peine de mort, c'est bien parce que ce n'était pas évident du tout de l'obtenir. Bien sûr qu'en prévision de cette étape franchie, il fallait aller au delà et penser à ce qui se passerait ensuite, au niveau des peines de substitution, de l'incarcération, de la mise en place des structures psychiatriques, de la prévention policière (ilotage etc...). Nous avons commencé à le faire, mais notre combat portait sur la première étape, parce qu'il fallait la gagner, même sans tomber dans le camp des humanistes et réformistes de tout poil. A présent, plus de peine de mort, tant mieux, mais il ne faut pas se faire d'illusion sur la mansuétude du pouvoir : tout ce que nous venons de citer, commence à devenir danger réel - il nous faut donc y veiller.

A présent beaucoup de choses que l'on devait exiger avec force du régime précédent, ont été plus ou moins accordées par les socialistes, ou sont en suspens mais paraissent assimilables à plus ou moins long terme. Nous sommes dans le règne de l'ambiguïté, et presque forcés à une sorte d'analyse prévisionnelle à laquelle nous n'étions pas vraiment préparés. Si nous ajoutons à cela un refus de compréhension souvent inconscient, une audience donc beaucoup plus limitée puisqu'auparavant toute l'extrême-gauche, et quelquefois socialistes ou communistes, alors dans l'opposition, pouvaient être réceptifs et partager certaines de nos dénonciations, il est bien clair qu'en quel que sorte il faut maintenant "jouer serré".

Jouer serré pour ne pas se faire prendre au piège de la marginalisation systématique. Plus que jamais nous entendons « vous n'êtes jamais contents, vous critiquez sans construire etc... »

Jouer serré pour démasquer les astuces d'un pouvoir pris entre ses promesses, ses programmes et les limites que lui apporte son désir de rester en place à tout prix, en naviguant entre les difficultés économiques et politiques (déclins, remontées, cantonales, sondages, scandales, etc...), les compromissions, les faveurs... Tout cela est très difficile à démontrer bien qu'assez clair.

Nous éprouvons aujourd'hui un désir profond de coller à ce qui est devenu la réalité, afin de l'analyser le plus profondément possible et de la critiquer au plus serré, encore une fois. Cela doit nous permettre d'avoir pied, tout de suite, et d'avoir armes et défenses quand cette réalité, aujourd'hui peinte en rose bonbon pour beaucoup de ceux qui la subissent, sera devenue ouvertement grise et pesante.

Concrètement, cela veut dire que Basta dans sa forme actuelle, si épisodique, si accroché à des sujets bien particuliers, nous paraît un peu moins approprié à un travail à la fois concret et quotidien et d'autre part un peu en profondeur.

Dans un premier temps nous prévoyons la publication d'un recueil par thèmes (avec quelques allègements et quelques explications situant les critiques dans le temps) des articles parus dans Basta de sa création en 1976 jusqu'à 1981. Ceci sera pour nous un bilan et une synthèse où l'on retrouve l'ensemble de nos idées et de nos conceptions au sujet de diverses luttes, en tant que groupe politique. Ce sera aussi un point pour réfléchir sur la façon dont on pouvait critiquer et lutter sous Giscard, puisqu'en quelque sorte la période correspond.

Cela, même en allégeant quelque peu, fera un très gros livre, qui ne sera pas terminé avant Avril ou début Mai, et dont le mode de diffusion sera précisé un peu avant la parution (une communication sera faite à ce sujet à tous les abonnés, notamment).

Dès que ce travail sera achevé, Basta reparaitra, donc au plus tard à la rentrée de septembre, sous une forme légèrement différente.

Parallèlement à des activités de critiques et d'interventions plus régionales, voire locales, et surtout plus quotidiennes, nous pensons réserver à Basta tout ce qu'est notre sentiment politique profond, en éliminant les contraintes de temps.

Bref, Basta sera épisodique et le reconnaîtra, Basta ne parlera pas de tout mais de ce qui nous tient le plus à cœur, Basta sera réellement notre expression politique sans les concessions que l'on fait parfois lorsqu'on veut être compris du plus grand nombre. Il est des temps, nous semble-t-il où il est nécessaire de montrer clairement qui on est : la période actuelle, dans la confusion bienheureuse où tout le monde est de gauche ou écolo ou autre, en est une.

Nous nous mettons au travail, à bientôt...

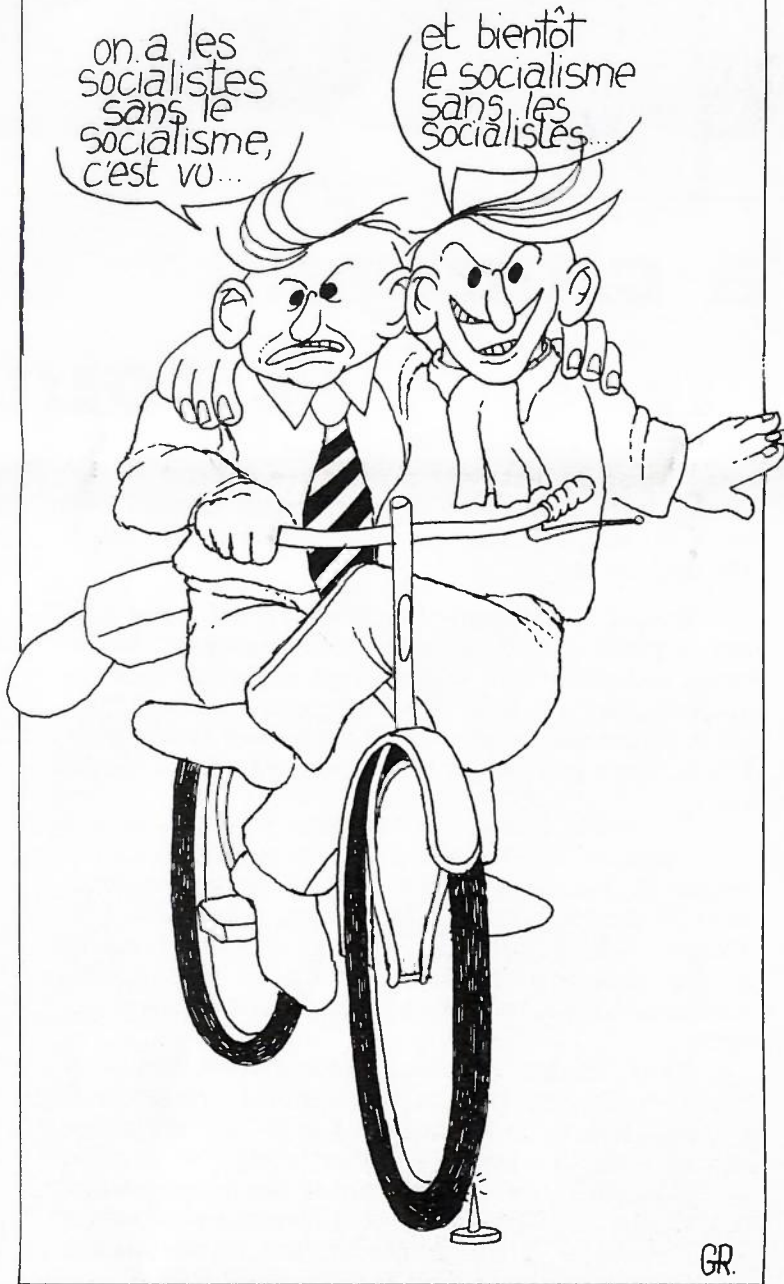
SOMMAIRE :

"LA CORDE", FICTION..... P.2
 GOLFECHE..... P.3
 POLOGNE..... P.4-9
 AFFICHE POLOGNE
 "CESAR DUPONT"
 ODYSSEE SPATIALE...P.6.7
 BERLIN, PHARE OUEST... P.10.11



allégorie pour les enfants
qui ont des parents plutôt
à gauche :

LA CORDE



Je les vois, aussi loin que je remonte dans mes souvenirs d'enfance. La ville où je grandissais, une grise cité du Nord de la France, était coupée en deux par une tranchée si profonde que le fond n'en pouvait être vu. Au-dessus, on avait tendu une corde que des hommes, de part et d'autre, tiraient vers eux, en sens contraire, avec mille grimaces de hargne et de souffrance. Chaque groupe avait ses supporters dans une partie de la population, et ceux-ci les encourageaient à tirer, à tirer, de plus en plus fort.

C'est que la corde était magique.

Ceux qui en tenaient, au soir, le plus de longueur étaient assurés, tout le lendemain, de pouvoirs et de richesses en abondance. C'était ainsi depuis des milliers d'années. Même les plus vieux ne pouvaient dire comment ça avait commencé, même les plus sages ne pouvaient dire pourquoi.

Le jeu n'était plus du tout égal. S'étant fortement enrichi, le groupe de la ville haute avait pu payer une armée d'athlètes, entraînés au tir de la corde. Ainsi cette dernière était toujours, à l'heure des comptes, de leur côté. Le groupe de la ville basse, lui, malgré une ardeur indéniable, était pris dans le cycle inverse. Les hommes qui arrivaient, à tour de rôle, avaient déjà travaillé à d'épuisantes besognes. Moins nourris, moins entraînés, usés, ils perdaient chaque jour un peu plus et voyaient avec fatalisme, la ville basse, où ils habitaient, se délabrer.

Telle était la situation, avec la ville haute de plus en plus luxuriante, de plus en plus lumineuse, et la ville basse de plus en plus sombre et décrépie, lorsque le Grand Prêtre intervint.

« Arrêtez et écoutez un moment, gens de la ville haute, et vous, de la ville basse ! »

Le Grand Prêtre était respecté des uns et des autres, aussi chacun cessa le Jeu terrible. Selon moi, le groupe de la ville d'ombre, en profita pour ramener un peu de corde vers son camp, par surprise.

« Hommes, vous vous battez depuis des temps immémoriaux. Les uns sont richissimes, les autres connaissent la misère. Je vous propose ceci : lorsque vous tirerez la corde, je serais dessus, debout, passant d'un côté ou de l'autre, conduisant et arbitrant les efforts, afin que les différences soient moins grandes !

- Mettez-vous de notre côté, vous êtes bien nourri ! dirent ceux de la ville basse.

- Vous voulez nous enlever une fortune durement acquise, hurlèrent ceux de la ville haute.

- Non, mes amis, non ! Vous, riches, avez toujours la corde assurée entre vos mains, par la qualité et la force de vos hommes; mon poids ne fera que freiner

vos impétuosité exagérée, sans y nuire. Pensez aussi que trop de pauvreté ferait courir un grand danger à notre communauté : la mort s'empare des êtres amoindris, et qui tiendrait alors, à l'autre bout, cette corde qui vous procure biens et pouvoirs ? Il vous faudrait vous déchirer entre vous. Le désirez-vous ? Quant à vous, mes frères aimés de la ville Basse, n'oubliez pas que je suis respecté par les hommes de la crête, et en cela réside la force qui me permettra de vous secourir. Si j'étais dans vos rangs, à m'acharner, affamé et affaibli par le dur labeur de la veille, je ne vous serais que de peu d'utilité ».

Ainsi fit donc le Grand Prêtre, en équilibrant sur le fil tendu, excitant, calmant, appuyant un peu pour aider les plus faibles, et les habitants de la ville d'ombre eurent un peu moins de misère, à la fin de la première journée.

Cela dura fort longtemps, si bien que les nouvelles générations de tireurs pensaient que le Grand Prêtre avait toujours été là, sur la corde.

- Vous nous trahissez, criaient les uns !
- Vous nous volez, vitupéraient les autres.

Et c'est ainsi qu'un jour les uns et les autres firent tomber le Grand Prêtre dans le Grand Trou. On n'entendit plus jamais parler de lui.

- Il nous avait trop promis !
- A nous, il avait trop pris !

Le jeu reprit son cours. Mais le soir, au lieu de s'assoupir tout de suite, des groupes de femmes et d'hommes se réunissaient dans les sombres masures, pour discuter du Jeu.

- Ce n'est plus possible de continuer ainsi...
- Oui, mais c'est la règle du Jeu, comment faire autrement ? Nous ne pouvons pas nous payer d'athlètes.
- Comment faire ? Je ne vois pas comment on pourrait tricher. En changeant la corde, peut-être ?
- En ne jouant plus au Jeu !

Le matin, chacun avait repris sa place au bord du précipice. Ceux de la ville Basse crâchaient dans leurs mains rugueuses, les athlètes frottaient leurs paumes avec de la poudre blanche, et on lança la corde.

C'est alors que des cris effrayants percèrent le silence, qu'un bruit de calvacade tambourina le sol, de plus en plus lourd, de plus en plus proche. Les têtes se levèrent. La ville Basse, toute entière, avait lancé un pont sur le précipice et montait à l'assaut de la ville haute tandis que les hommes qui étaient restés en diversion à la corde la tiraient toute entière à eux.

C'était une idée, une bonne idée.

A partir de ce moment tous les hommes purent profiter de la richesse de tous. Heureux, repus, reposés ils se réunirent ensemble avant que ne s'ouvre la Fête de la Réconciliation.

Quelqu'un prit la parole :

« Mes frères. Nous avons gagné l'unité humaine, la Fraternité, l'Abondance, et la Grande Fête de ce soir couronne ce succès. Maintenant il faut parler de notre avenir. Comment allons-nous nous répartir pour tirer sur la corde magique ? »

UN SI PETIT GRAIN DE SABLE - Pierrette ALEZRAH

Une institutrice titulaire, en butte à l'administration et à l'Académie, nommée autoritairement dans des classes dites spéciales, dénonce tout au long de ses différents postes le rôle de l'école, la ségrégation dans l'enseignement, le fichage des enfants dès la maternelle.

« Je viens de raccorder les pièces du puzzle - GAMIN - AUDASS - le dossier scolaire - la loi d'orientation - les CDES - la notion de handicap, floue, élargie, on y met ce qu'on veut. Handicap socio-culturel, handicap scolaire tout simplement, et toujours les mêmes familles au peloton.

C'est un coup monté, une injustice institutionnalisée. Je la découvre quasi par hasard. Je dois la dénoncer, alerter tout le monde, surtout cette population "à risques" dont tous les enfants deviennent indésirables dans le circuit scolaire. Dès la naissance, on les catalogue. Quoi ? avant même ! avec les grossesses dites "à risques".

Mais qu'est-ce que c'est que tous ces risques ?
Qu'est-ce que c'est qu'une grossesse à risques ?
La DASS toujours présente dans ces dépistages, orchestre le fichage partout : dans les hôpitaux et même à domicile.

Femme à la maison, vous le saviez que c'est un risque ?

Jeune, étudiante : risques
Femme de 40 ans : risques
Célibataire : risques
Immigrée : risques
Travailleuse, ouvrière, femme de ménage : risques
Des jumeaux dans le "bidon" : risques
Bref, être femme, travailleuse ou non, et pour toute grossesse : risques".....

Dénoncer ces classes spéciales, le rôle de "démunis" d'hommes ou de filles à tout faire auquel on prépare les enfants, cela gêne en haut lieu...

Aussi, sanction ! et création, pourquoi pas, d'une nouvelle catégorie : titulaire mobile !

"Un si petit grain de sable" raconte très bien l'expérience vécue par une institutrice de la banlieue parisienne qui n'a

pas accepté le rôle qu'on voulait lui faire jouer. Mais on y trouve aussi ses déboires avec les syndicats d'enseignants, toutes les astuces juridiques et tout ce que l'on peut essayer de faire pour faire reconnaître ses droits.

"... Le 14 janvier 1980, je suis envoyée en mission dans une école tristement renommée pour la sélection acharnée qu'elle fait pour envoyer des élèves en perfectionnement et en S.E.S. Maladresse de mon inspecteur départemental ou machiavélisme ?

Je m'y rends le 15 janvier. J'ai préparé mes "tracts d'information" comme d'habitude, adressés aux parents. Voilà ce qu'il dit exactement ce jour-là :
« Tout redoublement, surtout en cours préparatoire, peut être préjudiciable à l'orientation en 6ème normale de votre enfant. Aidez-le en lui évitant le redoublement.

Un retard scolaire est toujours rattrapable si on fait confiance à l'enfant, à ses possibilités.

Sachez que l'on n'a pas le droit de faire passer des tests à votre enfant sans votre autorisation.

Les classes spéciales, classe de perfectionnement ou classe d'adaptation peuvent laisser votre enfant à l'écart de la scolarité normale.

Savez-vous que les devoirs écrits à la maison sont légalement interdits ? Les enfants ont besoin de se détendre après six heures de classe.

Il est vivement conseillé de consulter régulièrement, comme vous en avez le droit, le dossier scolaire de votre enfant afin de lui préparer le meilleur avenir possible. L'EDUCATION EST UN SERVICE PUBLIC ET LES ENSEIGNANTS TOUJOURS A VOTRE SERVICE ».

Plus tard, j'y ai ajouté :

« Si votre enfant est en CM2 et si on veut l'orienter en 6ème de S.E.S. sachez que les classes de la section d'éducation spécialisée sont des classes pour les handicapés. Votre enfant est-il un handicapé ?

On, n'a pas pas le droit de le mettre en S.E.S. sans votre autorisation.

Demandez toutes les informations sur la S.E.S. et les commissions qui décident de faire des enfants des handicapés... ».

J'ai tiré ce texte à 500 exemplaires et je l'ai distribué partout, à l'extérieur de l'école, plié, agrafé soit aux élèves, soit directement aux parents.

Aujourd'hui, 15 janvier 1980, je vois mes collègues se figer... Je suis déjà connue dans le secteur, c'est le quartier des H.L.M., c'est de là qu'on envoie le plus d'enfants en S.E.S., au collège où j'ai été suspendue et c'est dans cette école qu'on fait le tri, qu'on décide qu'à douze ans un élève doit être signalé à la commission "bon pour la S.E.S." ! et c'est donc dans cette école que je suis envoyée en mission !.....

Commander directement à :
Pierrette ALEZRAH
B.P. 43 - 95160 MONTMORENCY



directeur de la
publication :
Christian Pantre

*
commission paritaire
n°58018

*
correspondance
BP 105
31013 Toulouse

*
abonnement à
10 numéros 30 F

*
CCP 339434s
Toulouse

*
l'imprimerie 34
11 rue des Amidonniers
31000 Toulouse



SEPTEMBRE



Février 82 - débat sur FR 3 autour de la centrale de Golfech avec des élus régionaux, les maires des communes plus exactement concernées, un représentant de l'E.D.F. et un journaliste maison dont l'ignoble prestation lui vaudra certainement un jour un poste à la propagande d'E.D.F.

Thème de l'émission : un enterrement de première classe de toutes les illusions, de toutes les hésitations, des faux espoirs savamment entretenus par la dialectique des notables socialistes ou radicaux, un aveu d'impuissance pour les plus "honnêtes", une mise au point sans appel de la part du responsable E.D.F. de la construction : *Elle se fera, et à nos conditions.*

Coup de caméra - démocratie oblige - sur le maire de Golfech et deux de ses voisins, lesquels en profitent pour exposer leurs griefs. Vont-ils dire qu'on se fout de leur gueule ? Vont-ils dire que le projet se réalise contre le gré des habitants, dire les dangers qu'ils appréhendent, les mensonges qu'ils ont déjà dénoncés... Hé bien non, touchés de plein fouet par l'Etat de grâce, ils n'en sont plus là. La revendication aujourd'hui se porte sur les rares emplois que le monsieur d'E.D.F. voudra bien leur donner.

Puisqu'on ne tient pas compte de notre refus, autant en profiter pour s'agrandir un peu, et cette cité pour les techniciens c'est chez nous que vous la mettez, monsieur le directeur, dites... vous avez promis.

Ça devient inconvenant ! Le fayot de service leur arrache le micro en leur disant qu'ils agacent Monsieur le directeur qui est si bon et supplie ce dernier de parler encore de son grand projet - et où en sont les travaux ? Ah, que c'est merveilleux !

Les élus régionaux qui ont quand même des bouches à nourrir insistent pour que les entreprises de

la région et surtout du département y trouvent leur compte et ils y veilleront.

Février 82 : épilogue d'une longue magouille pour Golfech et d'autres centrales.

« Il y a des situations où la facilité serait de se taire; le courage politique pour un responsable, à quelque niveau que ce soit, c'est de ne pas chercher à masquer la vérité au risque d'aller à contre courant ». Ça c'est le mea culpa d'un responsable local qui a eu du mal à jongler avec les réajustements d'un après 10 Mai. Après avoir paru être farouchement contre, il paraît maintenant résolument pour, du moins nous semble-t-il, tant les nuances sont difficiles à saisir chez ces gens-là.

Le programme nucléaire dans la région, il y a longtemps que les habitants en entendent parler, bien avant que Messmer l'ait lancé officiellement en 1974. L'historique est d'ailleurs valable pour d'autres régions, EDF ayant déterminé les sites bien avant qu'on en parle.

Tout a commencé par un magnifique plan d'eau, noyant des centaines d'hectares et des rives en béton, le tout pour régulariser le cours de la Garonne. Personne n'a pris au sérieux les bagarres d'alors, la majorité n'a vu qu'un lac d'agrément avec des voiliers et des pédalos.

Or Golfech a absolument besoin de cette réserve de refroidissement de St Nicolas au barrage de Malause.

En 1974 les partis au pouvoir et le PCF décident une fois pour toutes que le nucléaire est sans danger.

Le PS lui, ouvre un débat, qui dure toute l'année 79 et qui aboutit en janvier 1980 à la proposition d'un débat national sur le nucléaire et qui décide de «geler» les sites en attendant. Le dégel n'a pas tardé mais le fameux débat tel qu'il était défini, on l'attend toujours dans les sections locales. Eux, ils étaient contre à 80%.

Restait donc le lot de consolation, ce fameux problème de création d'emploi, condition sine qua non du conseil régional le 10 novembre 1981; il ne s'agit plus de dire oui ou non, d'évaluer les dangers et les inconvénients, seul reste le problème de la participation des entreprises locales.

Or, on sait déjà dans la région que l'exploitation du gaz de Lacq n'a amené aucun emploi durable sinon un feu de paille pendant la construction des installations avec des logements et des équipements désormais abandonnés.

Quant aux manifestations, aux interventions de toutes sortes, elles sont aujourd'hui condamnées par ceux-là même qu'on voyait aux premiers rangs et qui en ont bien profité pendant plus de 10 ans. La nouvelle vague des notables locaux s'est portée au pouvoir grâce à Golfech et ce, du PS, comme des petits partis, ou d'organisations écologistes. Quant au député du coin, il était tout à fait de son intérêt d'être contre avant et d'être pour maintenant à condition que sa "clientèle" y trouve son compte.

Mais que toutes ces respectabilités évitent de cracher à la gueule de ceux qui n'en veulent pas de leur centrale. Les incidents du 29 Novembre ils en sont les seuls responsables, et non les fameux éléments troubles qu'ils appelaient hier "camarades".

Maintenant Golfech va se faire, aussi sûrement et avec autant de conscience que la construction d'une autoroute - ou d'une centrale hydraulique. Le pouvoir d'aujourd'hui ne peut pas faire autrement dans ce domaine comme dans tous les autres. La machine, l'Etat doit tourner, et l'hypocrisie n'a pas de couleur politique.

Quand les gens s'inquiètent, ou ont peur, on leur répond par des sondages, des référendum etc... S'ils insistent vraiment, on leur fait le coup des promesses, s'ils insistent encore on leur envoie les flics et puis les éternels discours que personne ne peut plus croire.

Du plus petit margoulin de gauche au dernier des radesoques aucun n'a jamais posé le problème de savoir si là ou ailleurs on avait besoin d'une centrale, ou d'autres énergies, et dans quelles conditions.

Personne aujourd'hui ne peut dire s'il ne risque pas sa peau dans cette aventure. Il y a des exemples.

Atomes crochus

Une grande histoire d'amour entre l'homme et l'atome (Pas de Saubre bien sûr)

La nuit venue, dans un petit village du Tarn et Garonne, à Golfech pour être précis, il y a une circulation importante. Les voitures font sur un pont et se dirigent toutes vers une immense tour froide et bétonnée ou brille une petite lumière rouge qui est toujours éteinte par économie d'énergie. Il y a plusieurs entrées, une à droite, une à gauche et une au centre. Ceux qui empruntent l'entrée de droite rentrent toujours d'un pas ferme et décidé, à visage découvert. Ceux qui rentrent par la gauche sont plus divisés. Certains d'entre eux l'haleine empestée par le fastis, le vice gras et l'humain grossier pénètrent dans le "clandestin" sans autres hésitations que celles occasionnées par l'ivresse. Les autres, de meilleure présentation, plus stricts, essaient de se faire remarquer le moins possible mais il y en a toujours un qui se casse la gueule et ils ratent systématiquement leur entrée. L'entrée du centre est réservée aux clients étrangers.

Une fois à l'intérieur, une tenancière sinistre les accueille, et les pulvérise d'un produit conducteur.



A l'intérieur des ① chambres fusent les exclamations les plus diverses....

chérie, tu vas me faire ② péter le compteur!

tu n'as pas oublié la ③ terre j'espère ???

c'est vraiment meilleur ④ leur entriphax!!!

Je veux bien monter le ⑤ voltage, mais fais saffé aux fusibles!!

je suis irradié de ⑥ bonheur!!

Notre reporter s'est ⑦ introduit dans ce lieu de plaisir et a malicieusement collé son œil à une serrure.

Il fit alors une dé- ⑧ couverte qui n'aura été un **SCOOP**





Le gérant de la succursale où je travaille, crapule notoire, profiteur invétéré, réactionnaire convaincu, nous avait convoqué à une réunion extraordinaire et obligatoire. Siégeaient à ses côtés les plus beaux fleurons de sa garde prétorienne, recrutés parmi les commandos de la ville d'Isigny. La raclure qui ajoutait à l'ignominie le fait d'être chrétien avait, derrière lui, à sa droite l'effigie du Secrétaire Général du Parti de Dieu, S.A.S. Pape Paul, et à sa gauche l'étendard de "Solidarnosc". On allait faire grève pour la Pologne, ainsi le voulait le patron. C'est qu'il avait son idée sur la chose. Le comportement des dirigeants polonais, communistes, valorisait le comportement des dirigeants tels que lui, qui concédaient la démocratie. Les ouvriers avaient le loup dans leur bergerie et on voyait bien quel cas, au pouvoir, il faisait d'eux. En quelque sorte le patron était notre garantie.

Après cette "réunion" un délégué CFDT, me prit à part « Tu vois, ce qui est lamentable, c'est que son discours a du vrai. La CGT est visée, c'est clair ! Les communistes font le jeu de la droite en se comportant ainsi. Nous c'est différent, on est les frères de "Solidarnosc", on n'a pas qu'un langage clos, fermé sur lui-même, totalitaire, on en a mille. Et chacun s'y retrouve. C'est ça la démocratie ».

Ainsi, autour de la Pologne, se développe un spectacle odieux, passif et propagandiste.

Syndicalistes collabos de l'ancien régime (FO), prétendants collabos au nouveau, curés, patrons, vieux gauchistes en manque de causes modernes, viennent secouer leur salade, badge au revers de la vareuse.

Les vieilles forces politiques et syndicales, ces fossoyeurs de mille révoltes, toujours prêts à sortir les marrons du feu, à négocier, à insulter l'autonomie ouvrière, les voilà qui dans leurs défilés morbides ont ajouté un fanion aux drapeaux tricolores et rouges : celui de "Solidarité".

Derrière elles, des floués du changement traînent savate pour une "solidarité" aux luttes, alors qu'eux-mêmes se font posséder de la plus belle manière là où ils attendent, espèrent, élisent.

Il est même fait silence sur cette force féodale qui se donne maintenant une façade sociale : l'église, le Parti de Dieu. Ce parti qui a toujours béni les canons, ceux de Hitler, de Mussolini, de Pinochet, et qui pour cela était justement honni, ne parle-t-on pas de lui maintenant avec pudeur ? En élisant un chef polonais, l'église avait de toute évidence une stratégie politique vers l'Est. Jouant la carte ouvrière pour mieux négocier, se servant d'elle pour s'asseoir à la table des communistes en tant que deuxième pouvoir dans la Pologne, en tant que phare avancé de la conscience occidentale vers l'Est, elle est plus que jamais la vieille force réactionnaire, jésuite, que nous connaissons.



Cela fait beaucoup, non pas pour, mais contre l'écho qu'éveilla en nous cette révolte ouvrière contre l'Etat Stalinien.

La lutte des classes en Pologne, "Solidarité" et son dirigeant ambiguë, toutes choses qui ne sont pas forcément confondues, a remué tout le monde sordide des stratégies de pouvoir. Et ce n'est pas gratuit si ce monde a tant loué "la sagesse" des ouvriers, et a tant personnalisé le mouvement dans un leader : Walesa. Parce que le combat contre les stalinien pouvait aussi être un combat contre l'ordre démocratique. Et cela était terrifiant (voir plus loin le texte : « Pologne 1980 : un expert témoin »). Ne doutons pas que si cela avait été, ceux qui aujourd'hui hurlent contre le tyran Jaruzelski l'auraient appelé de leurs vœux. Mieux vaut une crapule stalinienne à la tête de l'Etat, que plus d'Etat. Car tous ces gens ont un intérêt commun qui passe par-dessus les différences notoires : l'économie. L'accord entre la France et l'URSS pour la construction du gazoduc a le mérite d'être un acte explicite, éclairant, voire honnête; tout autant que lorsque "l'Etat Ouvrier" Russe livrait du charbon à Franco en pleine grève des mineurs asturiens.

Les pouvoirs qui pleurent sur "Solidarité" et le pauvre peuple polonais, ceux qui écrasent "Solidarité" et le pauvre peuple polonais ont trop d'intérêts en commun pour ne pas être réellement solidaires.

C'est la grande ronde des corbeaux dans le ciel d'hiver.

Les trains sabre comme Haig, Reagan, les Thatcher qui font voter les lois anti-ouvrières, SAS Paul, les ouailles croassantes, cântiquent sur "Pologne, Pologne". Les léninistes "critiques" se paient le luxe de critiquer le léniniste Jaruzelski sans jamais critiquer cette logique du léninisme qui est d'être une théorie du blindage. Les gros tas de bureaucrates syndicaux veulent donner l'impression, par procuration, d'avoir le ventre plat tellement la dure lutte sociale les a musclés. Ils sont les guerriers farouches et intransigeants de la Sociale.

Tout ça arrache à qui mieux mieux les dépouilles des ouvriers tués, déportés, écrasés, pour s'en servir de drapeau.

Voilà pourquoi la bonne conscience facile du petit badge à 2,50 F est pire que dérisoire. Elle est malhonête.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un interview publié en oct. 1980 dans la TAGESZEITUNG et traduit dans les Cahiers n° 2 du CENDOCRI*.

POLOGNE 1980 : UN "EXPERT" TEMOIGNE

Sociologue, emprisonnée puis exclue de l'Université pour son activité en 1968, Jadwiga STANISZKIS est ensuite infirmière, puis chômeuse, puis elle séjourne un an aux USA et écrit un livre sur les sociétés socialistes. Revenue en Pologne début juillet 1980, c'est alors qu'elle participe aux négociations de Gdansk en tant qu'expert du côté ouvrier.

«Le groupe Kania utilise manifestement les mêmes moyens que Gierek : lâcher la bride, temporiser, faire donner l'Eglise catholique en tant que facteur de stabilisation. Ils ont pensé qu'ils pourraient amener les ouvriers au même point que l'intelligentsia dans les années 70 ; que les ouvriers se contenteraient de l'existence de syndicats indépendants, sans avoir aucun accès au processus de décision. Ce qui aurait pu être le cas avec des organisations comme l'Université Libre ou bien le KOR, à qui il suffit d'exister, mais aux ouvriers cela ne suffit pas.

Après deux semaines à peine, ils réclamaient déjà davantage. Dans les accords de Gdansk, il était prévu qu'ils obtiendraient la création de commissions chargées de la sécurité des travailleurs, et puis rien n'est venu.

M.S. - Ils voulaient aussi le contrôle ouvrier ?

J.S. - Ça, c'est autre chose. Ce mouvement ouvrier est anarchiste à sa façon, mais dans le bon sens du terme, c'est-à-dire qu'il se dresse contre toute institution et contre toute hiérarchie. Il est construit sur le principe de la hiérarchie minimale. Ça ne l'intéresse pas d'avoir des garanties de contrôle des dirigeants, ce qu'ils veulent, c'est la confiance et la rotation. Ils ont décidé de ne pas participer aux institutions qui existent déjà comme les conseils d'entreprise ou les commissions d'utogestion.

Ils appliquent le même schéma que pendant la grève : revendication et protestation, sans prise en charge d'aucune responsabilité. De plus, il faut dire qu'il n'y a aucun terrain où ils auraient pu prendre part aux décisions. Pour le moment, au niveau des entreprises, personne ne prend de décision.

(Centre de Documentation Critique Internationale - Librairie "La Commune à la Butte aux Cailles" 11 rue Barrault - 75013 Paris)

- J'ai bien peur que d'ici un mois il y ait une grève générale. Je ne suis pas pour, parce que cela voudrait dire l'intervention soviétique. Mais d'un autre côté la situation est très compliquée chez les ouvriers, car ils ne sont pas seulement du fait que les garanties de Gdansk ne sont pas appliquées, ils sont aussi de plus en plus mécontents des accords eux-mêmes. Il y a eu des erreurs des deux côtés, de la part de Walesa et de la part du gouvernement.

Le point 8 sur les négociations salariales futures stipule qu'elles se feront par branches, en se servant des anciens barèmes, ce qui a deux conséquences : cela échappera au contrôle des nouveaux syndicats, c'est bien pour cela que le gouvernement a insisté là-dessus, et cela veut dire aussi que ce sera très anti-égalitaire, parce que ceux qui sont en haut recevront davantage que ceux qui sont dans les catégories de salaires les plus basses. Les protestations des ouvriers et les grèves de plusieurs semaines à Cracovie ou en Silésie n'étaient pas dirigées contre la non-application des accords, mais venaient de ce que cette façon de les appliquer crée une tension de plus en plus forte.

M.S. - Cette augmentation indifférenciée des salaires est déjà en train. Les délégués ouvriers ont déjà réduit d'un quart leurs exigences.

- Et ça se passe encore comme ça aujourd'hui ?

J.S. - Bien sûr, puisque c'est dans les accords. Le gouvernement a raison de dire que les grèves n'ont pas éclaté parce que les accords n'étaient pas respectés, il n'y a qu'une entreprise sur 5 où ils ne l'ont pas été. Les ouvriers sont plutôt de moins en moins satisfaits des négociations et des syndicats indépendants.

Je suis en train d'enquêter là-dessus, nous avons interrogé des ouvriers à Gdansk, et les premiers interviews montrent déjà que certains ouvriers sont gagnés par l'apathie, parce qu'ils pensent que les syndicats indépendants sont pareils aux anciens. Il y en a à peu près un quart qui se radicalisent, surtout les jeunes.

LES CONFLITS DANS LES NOUVEAUX SYNDICATS

M.S. - Il y a donc aussi des contradictions dans les nouveaux syndicats ?

J.S. - Oui, des quantités. Par exemple, tous les conflits qu'il y avait à l'époque de la grève sont en train de ressurgir. Il y avait ainsi un conflit portant sur le principe des syndicats indépendants, sur le rôle dirigeant du parti, etc...

M.S. - Je m'en suis rendu compte lors des négociations, lorsque les délégués dans la salle contestaient ce dernier point. Ils ont demandé à Walesa de venir en discuter, il est monté à la tribune et a dit qu'il s'agissait d'un malentendu.

(suite p. 9)

FILM POLSKI

EN POLOGNE
COMME AILLEURS

5.12

«LE SOCIALISME SANS LA LIBERTÉ
C'EST LA CASERNE»

ORIGINALE



10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1 0 César Dupont part pour le Cosmos. Enfoncé dans son fauteuil de mousse, il se passe et se repasse le film des derniers mois écoulés avant son départ. Ce genre d'introspection est fréquente dans les moments de grandes tensions.

A toute allure, comme Dieu appréciant l'alpha et l'omega d'un seul coup d'œil, César Dupont se voit passant des examens de cosmonaute, entrant au parti socialiste tendance Rocard, intrigant, manœuvrant pour être le premier Français à monter dans Ariane, qui depuis quelques temps, préférerait s'élever dans le ciel que disparaître dans l'océan. Grâce au Sénateur socialiste de la Guyane, César Dupont fut désigné. Le sénateur put imposer ce choix car il avait étouffé une affaire de ballets roses et bleus dans lesquels un ministre giscardien était trempé jusqu'au cou.

Alors que la fusée disparaît dans l'éther, que les lumières du tableau de bord clignotent de façon rassurante, que sur la télévision un technicien de la base demande en nazillant de ses nouvelles, César Dupont ne répond pas, perdu dans les méandres de ses pensées. Il est amer, inquiet, agacé, mais fataliste et sans illusion. Son trac est de partir à quinze jours des élections présidentielles. Bien sûr, Giscard sera réélu, Mitterrand n'a aucune chance; ah! si on avait choisi Rocard!... Mais il aurait bien participé à la campagne. Il aurait bien enfilé une vieille tenue de cosmonaute, celle qu'il utilise pour le jardin, pour coller des affiches, faire le coup de poings avec les copains du Parti contre le P.R. ou le R.P.R. Il est écoeuré car Giscard et sa clique le récupèrent jusqu'au trognon, son départ est une victoire du gouvernement français. Il avait exigé avec la C.F.D.T., pour rétablir un peu l'équilibre, d'apposer des autocollants sur les ailes de la fusée, des vignettes à l'effigie de Mitterrand, et au contraire, il s'envole dans un tube bariolé aux couleurs de Giscard. « Nous autres sociaux, nous serons toujours cocus! » grommelle César Dupont.

Le technicien de la télé se fait de plus en plus insistant : « Répondez Dupont. Tout va bien? M'entendez-vous? Répondez Nom de Dieu! ». A ce dernier juron, César qui est croyant et catholique, et en plus affligé d'une superstition intensifiée par le fait de monter si loin dans le ciel, sort de ses méditations pour prendre le micro. « Allo! Ici César Dupont! Je suis là. Tout va bien. Ne gueulez pas comme ça, je vous entends 5 sur 5. Dites à mon syndicat que je réclame que les nuits passées dans la fusée me soient comptées triples, que je demande des indemnités de déplacement ainsi que des indemnités de panier. N'oubliez pas le panier. Que toutes mes déclarations sont protégées et les bandes d'enregistrement remises à mon avocat, que tous les droits sont réservés y compris pour l'U.R.S.S. Dites tout cela au patron de Kourou et si je n'obtiens pas satisfaction, dites que je fais la grève de l'espace et que je rentre immédiatement. » Un médecin de la base apparaît sur l'écran, il est neuro-psychiatre, d'une voix calme et pondérée, il s'adresse au cosmonaute : « Ne vous agitez pas mon ami, votre électro-encéphalogramme est

complètement désordonné, vos revendications montrent que vous êtes atteint de l'ivresse de l'espace. Maîtrisez-vous et lisez deux pages du "Mal français" de Peyrefitte, vous verrez, tout rentrera dans l'ordre ». La réponse ne se fit pas attendre; alors que la fusée se séparait de son deuxième étage et qu'elle se préparait à se mettre en orbite d'attente avant le grand départ interstellaire, on entendit à Kourou et dans tous les récepteurs radio de la planète un *Merde énorme*, intelligible et bien articulé, un *Merde* qui venait du ciel.

En attendant la réponse à toutes ses revendications, César Dupont éteignit tous les boutons lumineux qui lui demandaient un surcroît de travail et laissa seulement l'interphone en veille. Le cosmonaute démarrait une semi-grève sur le tas. Comme Dupont avait gardé des manières prolétariennes, il sortit d'une cachette une musette passée en douce par un de ses copains mécano. Très vite le tableau de bord se transforma en un buffet campagnard particulièrement bien achalandé; les saucisses de Toulouse s'enroulaient autour des bouteilles de Cahors, de Madiran et de Fitou. Le calendos coulait en nappes crémeuses au rythme des trépidations de la fusée et César Dupont commença son repas en découpant un saucisson de Lacaune grâce au crayon Laser mis à sa disposition pour analyser les minéraux sur Mars. Dupont commençait les interminables soirées d'attente. Avant de partir pour Mars, il fallait que Neptune rentre dans l'influence de Jupiter par son troisième décan à droite. Et pour cela il fallait de la patience.

De son propre chef, au lieu de choisir la chaîne de la base de Kourou, l'astronaute se mit à regarder tour à tour TF1, Antenne 2 ou FR3. Comme des millions de spectateurs français, seulement un peu plus haut que les autres, il écoutait et regardait les grimaces et les érucations de Chirac, Giscard ou Marchais et applaudissait aux mines patelines et aux bons mots de Mitterrand; seule Arlette Laguiller faisait monter en lui de vagues désirs sexuels très vite maîtrisés.

César Dupont s'emmerdait ferme. « *Tout est faux à la télé, râlait-il, même la météo* ». Il regardait dehors par le hublot, il faisait nuit noire, le thermomètre indiquait -30 à l'extérieur, seule la terre brillait comme une comète dans un ciel sans étoile, même elle avait pris figure humaine, elle ressemblait à s'y méprendre à Giscard.

Dix jours se passèrent ainsi à saucissonner, à s'engueuler avec le psychiatre, les ingénieurs, le sous-secrétaire d'état à l'espace, les délégués de la C.G.T. qui l'accusent en tant que délégué C.F.D.T. de faire le jeu du patronat et des forces monopolistiques d'état.

Le 8 Mai ce fut le départ pour Neptune. « *Attention! César Dupont, mets ton ordinateur au point pour quitter l'orbite d'attente! Rétro-fusées parées? OK! Attention au départ! 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1, 0.* »

Dans un glissement feutré, la fusée et César Dupont s'éloignèrent dans les étoiles.

Deux jours de bricolage, de mises au point, avant que la question lancinante que César Dupont se posait, revienne l'assaillir à nouveau : Mais qui va être élu ?

La nuit du 9 au 10 César après un brin de ménage, met tous ses instruments de contrôle en veille, allume sa télé et vers 20 heures de Paris la nouvelle le prend de plein fouet : Mitterrand est élu. Le cœur de César éclate de joie; jamais il n'a été aussi ému; son premier voyage dans l'espace une affaire banale à côté de cette émotion qui lui prend les entrailles, le cerveau, le corps et l'esprit dans leur entier. César Dupont plane, il est en apesanteur totale, autant physique qu'intellectuelle. Comme les autres sur terre, il se prépare, en sautillant, en dansant la gigue, à fêter l'événement; avec des rubans d'ordinateur et de magnétophone il décore la carlingue. Il sabre d'un coup toute sa réserve de champagne en faisant péter le goulot d'un coup de clef à molette précis. César Dupont est en communion absolue avec la France; le haut et le bas sont reliés par des ondes de bonheur. L'aurore est rosée, la terre est

imbibée de rose tendre et la fusée rosit lentement à son tour.

Le lendemain vers 14 heures, César Dupont appelle; seul le veilleur de nuit lui répond :

« *Que devez-vous faire? je n'en sais rien. Tous ces messieurs les techniciens sont partis s'inscrire au parti socialiste. Appelez plus tard.* »

César Dupont éclate de rire, il revoit le muffle de son chef cosmonaute ce vieux Durand. Ce vieux fachos s'inscrit au parti, elle est bien bonne. Enfin le cosmonaute est prêt à pardonner à tout le monde : au S.A.C., à l'U.D.F., à l'U.D.R., aux staliniens, aux écolos, aux fachos. Tout cela va vivre dans une immense communion : le socialisme. César entrevoit (oh, pas tout de suite sans doute, mais pour très bientôt), l'abolition du salariat - l'abolition du travail productif remplacé par la créativité - l'abolition de l'armée remplacée par l'auto-défense des quartiers et des groupes d'individu réunis par affinité - l'abolition de la police et des C.R.S. remplacés par un comité de vigilance et de sécurité constitué par des militants du parti - la suppression des centrales nucléaires remplacées par le solaire, par l'éolienne et autres énergies douces - l'abolition de la peine de mort, des Q.H.S., de la prison remplacés par... il n'en sait rien, il s'en fout, on verra.

César Dupont imagine après une vague de nationalisations générale, la constitution de comités d'action dans les usines, comités qui remplaceront peu à peu les syndicats, trop pourris par 50 ans de magouille avec la social-démocratie d'abord et la droite ensuite.

Tout se bousculait dans la tête de César; l'avènement de Mitterrand c'était comme, mieux que 1789. Un pays tout entier qui dit oui à la Sociale. Les vœux de 68 exaucés; par les urnes en plus. Ils ont bonne mine les anars, les gauchos de tout poil qui prenaient des gueules méprisantes, qui crachaient dans la soupe en disant *Mitterrand ou Giscard bonnet blanc ou blanc bonnet*.

Bien sûr, nous autres socialistes nous irons bien au-delà du programme commun, du projet du gouvernement, il ne faut pas effrayer les bourgeois. Les insoumis et les objecteurs seront libres, amnistiés et ne feront pas leur service. Ensuite il y aura un grand débat démocratique où chacun se déterminera par rapport à sa propre défense en connaissance de cause. L'expression sera reine; la télévision, la radio, les journaux ne seront plus des entonnoirs vissés dans la tête de chacun par le pouvoir mais transformés en véritable porte-voix où chacun pourra tour à tour ou ensemble se faire entendre.

Plus de vente d'armes aux fachos ou à d'autres; plus de combines avec les Stal, avec Reagan ou la mère Thatcher; ces assassins-là seront remis au pilori par la France.

Si en 89 les armées de la République exportaient la révolution française, nous allons faire connaître les joies du socialisme au monde entier.

Le droit d'asile sera de fait pour tout révolutionnaire; les émigrés n'auront plus à se cacher, ils seront au nom de l'internationale socialiste citoyens à part entière; depuis le temps qu'ils travaillent chez nous, ce n'est que justice.

Les essais de Mururoa seront supprimés; les populations s'autodétermineront; les Corses aussi, la Guadeloupe et la Martinique suivront.

Avec une frénésie sans pareille César dirigea les rétro-fusées en direction de la terre, et très vite il se remit à tourner autour de notre planète. Le deuxième jour, il eut la désagréable surprise d'être brouillé; interdiction d'émettre; il ne rentrait pas dans le schéma imposé aux radio-libres; il dépassait les 60 km de rayon.

César Dupont suivit tant bien que mal les émissions venant de la Terre; tout n'allait pas aussi vite qu'il l'espérait, mais enfin le socialisme ne se fait pas en un jour.

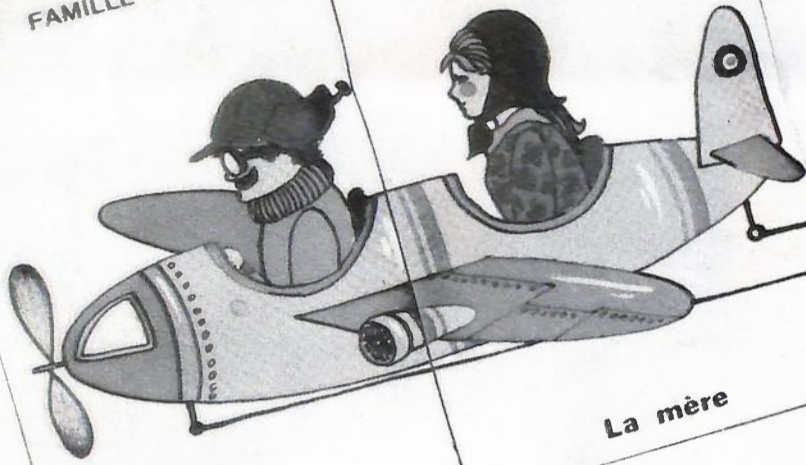
Après neuf mois d'attente passés à jouer aux échecs, à relire Karl Marx, Marcuse, Gandhi dans le texte, la fameuse voix se mit à naziller à nouveau « *après décision de l'Assemblée Nationale, et sur ordre du ministre de la recherche, vous devez atterrir dans les plus brefs délais - Exécution!* » César Dupont trouvait le ton un peu péremptoire et inamical, quasiment militaire. Obéissant aux ordres, il fonça vers la terre avec une certaine appréhension. A l'arrivée sur l'aire d'atterrissage, face à l'océan, une estafette de gendarmes l'attendait; sans un mot, les cognes le conduisirent dans un avion militaire qui, après une nuit de voyage se posa à Orly. Là, toute une escouade de types en blousons gris, avec une casquette à l'américaine et un 345 magnum au côté le flanquèrent dans un panier à salade bondé. Il y trouva un anti-nucléaire qui s'était fait coincer à Chooz, un immigré sans papiers, un insoumis, un vigile, un patron de monoprix. Après un stage de une heure à la souricière de la Santé, le juge d'instruction l'informait qu'il était inculpé de fraude fiscale, de corruption de fonctionnaire; il aurait soudoyé un giscardien pour être choisi comme cosmonaute.

Déçu, se retrouvant seul dans sa cellule suivant les vœux de Badinter, « *un prisonnier par cellule, une cellule par prisonnier* » César Dupont se mit à réfléchir, et un immense espoir naquit dans son cœur et dans le hurlement qu'il laissa échapper spontanément, on pouvait comprendre : *dans sept ans peut-être, après les élections, le changement, Rocard, l'amnistie, le socialisme, le vrai!*...

ODYSSEE SPATIALE

Le 10 mai 1981, la famille Dupont plane. 7 années de Giscardisme précédées d'une vingtaine d'années de droite avaient dressé une muraille à leurs espoirs. L'apparition sur l'écran de Mitterrand et ses 52 % de voix déclencha une nuit d'allégresse. Ils attendaient tout du socialisme, en plus du mini-mum.

FAMILLE EN PLANEUR



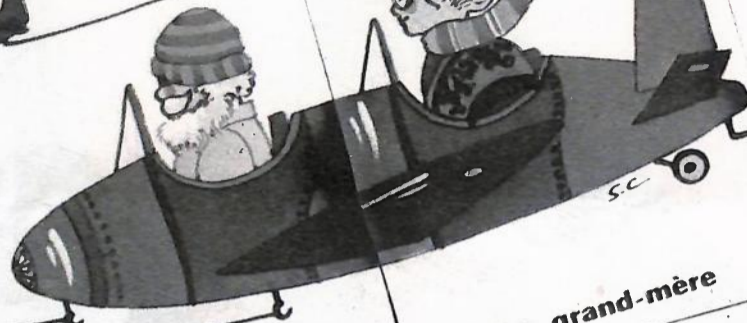
Le père

FAMILLE EN PLANEUR



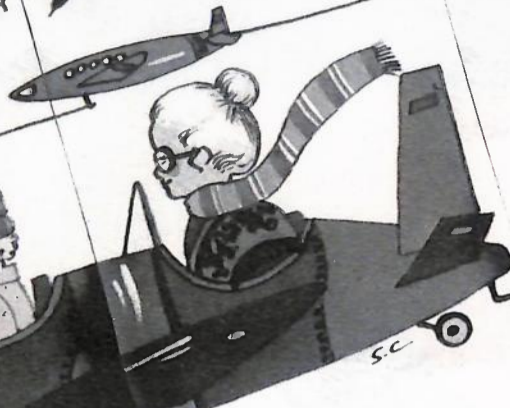
La mère

FAMILLE EN PLANEUR



Le grand-père

FAMILLE EN PLANEUR



La grand-mère

FAMILLE EN PLANEUR



Le fils

La fille

1983



La grand-mère

Madame Dupont Grand-mère, était en son jeune temps, ce que l'on nomme une bourgeoise. Elle rencontra "Marteau-faUILLE" Dupont dans une des fêtes en 1936. Enivrée par sa vitalité, ses colères, ses joies, elle se mit à la colle avec lui. Tout allait bien. Pendant la guerre son mari (Georges "FaUILLE" Marteau Dupont) se fit travailleur volontaire par vocation, ce qui lui permit d'envoyer à sa femme un petit pécule tous les mois. (Ce qu'ont d'ailleurs fait des milliers de français : pour gagner son pain, je fonds des canons) La guerre terminée dans l'appareil repart sa lente mais sûre ascension dans le parti du Parti. Elle qui auparavant participait aux discussions, aux mariages, fut bruyamment mise au rencart sous le prétexte de : "Les hommes au boulot et les femmes en cloaque" nous allons reconstruire la France. Elle resta avec lui jusqu'au jour où les enfants eurent 20 ans. A dater de ce jour, elle se sépara de lui et entreprit par le communisme d'être une femme de bien. Elle dénonça le communisme, de livres, de dénonciations contre les communistes (qui dénonçaient les cris insupportables que poussaient les habitants Afghans et Polonais en face à son petit-fils qui était devenu l'icône. Désignée par la société, elle se retira avec quelques amis dans la campagne et finit ses jours en se tortillant de rire voyant son mari pester contre les lignes à haute-tension.

1982



Le grand-père

Monsieur Dupont grand-père, était un militant communiste de toujours. Ses relations avec son fils furent très tendues quand celui-ci adhéra au P.S. Son cœur se réchauffa avec la venue au gouvernement de 4 ministres de son parti. Il bondit de joie quand il vit que la C.G.T. était reconnue comme institution. Etant membre du comité central du PCGT il eut de nombreuses discussions cordiales avec les patrons. Il apprit devenir fort devant avoir un maximum de patrons dans ses poches ; autant les former. Monsieur Dupont grand-père râla beaucoup quand une ligne à haute tension passa les bois de sa maison et saccagea les bois où il aimait tant saccager le gibier. Jusqu'au jour de sa mort, à 120 ans, il resta une autorité politique du parti.

1985



Le fils

Le fils de Dupont eut du mal à terminer ses études. La réforme de l'Education Nationale lui permit d'obtenir son baccalauréat. Muni de ce précieux diplôme il se présenta à l'agence de l'Emploi où, en reconnaissance à la célébrité passée de son père, on lui offrit une carrière dans la police nationale. Après 35 années de repression bien remplie il rangea sa matraque et mourut bêtement d'une cirrhose du foie.

1986



La mère

Madame Dupont mère profita de la célébrité de son mari quand il fut le 1er cosmonaute français. Coups de téléphone, télé. réception etc... et se suivait à un rythme effréné. La fin de vie de Mr. Dupont signifia la fin de cette époque dorée, tous ses grands amis socialistes la traitèrent d'arriviste. Elle pleura beaucoup de coups de tranquillisant bourgeois. Elle se soigna à coups de tranquillisants. Ils l'enterrèrent dans une maison tranquille où elle finit ses jours en hurlant que Mitterrand était un traître et les socialistes des pourris.

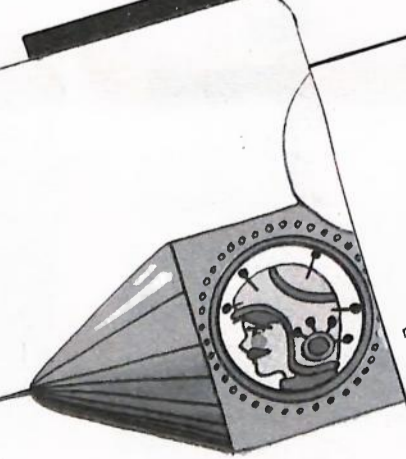
1984



La fille

Avec la journée de la femme, le gouvernement ne faisait qu'enterrer un état d'esprit et une réalité naissante. La fille de Dupont comme de nombreuses autres femmes trouva du travail. Les enfants de la crèche, à la garderie, les robots dans la cuisine firent leur apparition. On avait cru à une évolution. Les robots coûtaient chers, il en fallait pour tout, dormir, se laver, manger, s'occuper des enfants, il fallait travailler plus pour se payer. La fille de Dupont pris sa retraite à 60 ans usée comme l'était son mari. Elle pensa enfin pouvoir vivre un peu avec ses enfants. Ceux-ci qui avaient été en grande partie éduqués par des mini ordinateurs, avaient fait leur vie. Le fils était marié à une photocomposée et la fille à un satellite de télécommunication. Ils vécurent heureux et eurent beaucoup de "puces".

1987



Le père

Après son retour fracassant sur la planète terre, Dupont père se retrouva au chômage. Les socialistes n'acceptaient pas que l'on délire en dehors des normes. Sans travail, il eut la joie de retrouver momentanément la célébrité. Dans le journal, interviews, photos dans le journal, interviews, remises de médailles, en tant que 3 millionième chômeur du pays. Il retourna dans l'oubli jusqu'en 1988, où il fut arrêté pour vagabondage et ivresse sur la voie publique : Rocard avait été battu par la droite.



OCTOBRE



NOVEMBRE



J.S. - Et aujourd'hui le conflit réapparaît. Les statuts de Solidarité ont été refusés par le tribunal de Varsovie parce qu'ils ne comportaient pas cette formule du rôle dirigeant du parti. Si elle n'y figurait pas, c'est parce que maintenant le plenum des délégués contrôle Walesa et l'avait empêché de l'y introduire.

Bien sûr elle y figure indirectement, puisque les statuts affirment la validité de la Constitution et des accords de Gdansk, mais le gouvernement voudrait que cela y figure explicitement. Je crois pourtant que le degré actuel de radicalisation le rendra impossible.

Déjà pendant la grève la formule n'a pu être introduite que grâce à une manipulation, sans que cela soit voté dans la grande salle. Cela aurait dû être soumis au vote, car la règle était que l'on voterait sur les questions de fond, ainsi que lorsqu'il y aurait désaccord au sein du presidium. Pourtant cela ne fut pas soumis au vote - alors que même dans le presidium certains y étaient opposés.

C'était une situation très intéressante, en ce qui concerne la conscience de classe des travailleurs. Je faisais partie du petit groupe de travail, au moment où le gouvernement a formulé cette exigence pour la première fois, c'était le deuxième ou le troisième jour des négociations. Il y avait là douze personnes : 3 négociateurs des deux côtés, et 3 experts pour chacun. Le troisième jour, ils nous ont expliqué que des syndicats indépendants constitueraient un précédent idéologique, et que du côté ouvriers il fallait faire quelque chose pour démentir cela. Bien entendu, tout ceci se situait bien au-delà de ce que les ouvriers pouvaient imaginer ou se représenter. Le MKS était une création tout-à-fait pratique, il avait été conçu comme lieu de coordination technique, les ouvriers ne pensaient pas en termes de représentation de classe d'un côté ou de l'autre, ils n'avaient aucun modèle. Ils ne comprenaient donc pas ce que ce point signifiait. C'est aussi pour cela qu'il était difficile de les amener à l'accepter. Il aurait fallu que le gouvernement le leur explique au préalable, mais il voulait l'éviter, parce que cela aurait attribué aux ouvriers un nouveau degré de pouvoir.

C'est pour cela qu'ils se sont servi des experts, parce que nous, nous avons vu du premier coup d'œil ce que cela voulait dire. La formule a été introduite par le truchement des experts, et de la confiance qu'on leur portait. Le gouvernement à lui seul, face aux ouvriers, n'aurait jamais pu l'introduire de cette façon, compte tenu de la radicalité que manifestaient les ouvriers, et sans qu'ils en comprennent toute l'importance.

J'ai bien vu la façon dont les ouvriers réagissaient : pour quoi le faire figurer ici, cela sera élaboré dans la pratique. Pour eux c'était un problème pratique. C'était là la différence dans la capacité de compréhension, la radicalité c'est une question de capacité de compréhension.

LES COMBINES DES CATHOLIQUES

M.S. - C'est un mouvement qu'on ne peut pas abuser.

J.S. - Non, on n'a pu le faire que de l'extérieur. Et cela n'a fait que rendre la situation plus difficile. Pendant les négociations de Gdansk, le gouvernement était prêt à faire des concessions, il n'insistait absolument pas sur ce point ; dans le pire des cas il se serait contenté de la simple référence à la Constitution comme à Stettin. La formule de Stettin a été mise en avant par le gouvernement, elle n'a pas fait l'objet de négociations, ils l'ont reçue et acceptée telle quelle, et le parti n'y apparaissait pas.

Je crois que tout cela est la faute de Mazowiecki (politicien catholique). Ils ont voulu manifester leur loyauté, c'est un argument en faveur de leur propre mouvement catholique, il a déjà été mis en avant au Parlement et au niveau de communications informelles. Ils voudraient davantage de députés et davantage de places pour l'opposition, davantage de journaux, etc... De plus ils ont invoqué qu'ils avaient pris sur un mouvement de masse de cette ampleur, ils ont voulu montrer qu'ils pouvaient le contrôler. Mais c'était une erreur, parce que maintenant que certains de ces ouvriers sont sur des positions plus radicales, ils n'accepteront probablement pas la formule, et le problème sera encore plus difficile, parce que cela va entraîner une rébellion ouverte.

LES TRACTATIONS DES EXPERTS

J.S. - Ça m'a donné des impressions tout à fait surréalistes. Étant donné l'attitude ambiguë des gens qui avaient une position critique en Pologne ; dans les années 70, Pajetska qui était un "officiel" était lui aussi quelque peu critique - et moi, ou Kowalik, ou Mazowiecki, nous l'étions encore un peu plus naturellement. Mais nous faisons tous partie du même Establishment à Varsovie, nous nous voyons aux mêmes conférences. C'est pourquoi les négociations ont pu aller aussi vite, l'atmosphère était de connivence excessive.

Mazowiecki a décidé de ne transmettre aucune information sur le conflit au plenum des délégués pendant les négociations, afin de ne pas en perturber le cours. Ce fut le premier pas qui a conduit ensuite à supprimer la réunion des délégués deux fois par jour, les votes, etc... Et cela est venu en partie du fait que l'atmosphère était si sympathique. Les pourparlers étaient très faciles, on était sur la même longueur d'onde, on avait tous le même univers mental.

Je pense que la présence des experts n'a pas été particulièrement favorable aux ouvriers. Cela a bien permis une bonne synthèse de leurs revendications, mais cela a aussi faussé l'expression authentique de leur mouvement. Car les ouvriers étaient vraiment très opposés au système, au point qu'ils ne voulaient même pas y toucher, et encore moins le réformer. Ils étaient contre, un point c'est tout. Et c'est cela qui s'est trouvé falsifié, d'une certaine façon on a fait d'eux des "libéraux", à la façon de l'intelligentsia. A la

fin, on les entendait dire des choses du genre : il ne faut pas que les membres élevés du parti soient exclus des nouveaux syndicats, ce serait une discrimination - ce qui n'était pas du tout leur vocabulaire au commencement. Au début ils pensaient : pourquoi être contre la discrimination - étant donné qu'ils avaient eux-mêmes été l'objet d'une discrimination des années durant. Ils étaient pour une discrimination contre les membres du parti. Par la suite, ils ont corrigé leur langage, mais sur le plan organisationnel ils se sont comportés de façon de moins en moins démocratique, il y eut de moins en moins de votes et d'informations. Il y a eu une orientation excessive vers le libéralisme ; et d'un autre côté de moins en moins de démocratie directe, de démocratie pratique.

La présence des experts n'a rien arrangé. Le samedi 30 août, dernier jour des négociations, les travailleurs, après la signature du premier point, ont décidé de négocier tout seuls tous les points suivants, parce qu'ils étaient mécontents de la formule politique du point 1 ("rôle dirigeant du parti dans l'Etat"). Ils ont négocié tout seuls toute la nuit du samedi au dimanche, et ils ont imposé plusieurs solutions des plus radicales, à l'exception du point 8 (augmentation des salaires). Ils se débrouillaient très bien dans les négociations.

M.S. - Vous avez joué là un rôle personnel ?

J.S. - Lorsque le gouvernement a avancé cette exigence, et que j'ai vu que les ouvriers ne comprenaient pas ce qu'elle signifiait, j'ai refusé de négocier là-dessus. D'abord, parce que cela n'avait de toute façon aucun sens, telle que la formule se présentait. Et puis cela aurait dû être discuté par tous les travailleurs, par tous les délégués. J'étais opposée à cette procédure discrète. Il s'agissait d'une décision idéologique ; elle aurait dû être prise par les travailleurs eux-mêmes, pas par les experts ; il s'agissait d'une décision, pas d'une expertise.

Mais la situation d'alors était exceptionnelle, c'était une décision difficile ; j'ai donc dit, le jeudi 28 août, au presidium : je crois que c'est une décision qui relève des ouvriers et que nous autres experts nous devrions nous éloigner un moment. Les autres experts ont dit qu'ils resteraient et qu'ils travailleraient sur la formule. Je me suis retirée du groupe des trois experts, et c'est Geremek qui a pris ma place. Je suis revenue plus tard, lorsqu'on en est venu à des questions pratiques, services médicaux, horaires de travail, etc...

J'avais l'impression que cette question de la formule politique allait tellement à l'encontre des sentiments réels des travailleurs que l'on aurait dû au moins en discuter avec eux. Mais on la leur a lue, sans explications, comme une formule qui avait été acceptée définitivement par le presidium et par les experts. Ils étaient outrés.

COMMENT LA DEMOCRATIE DIRECTE A DISPARU

Mazowiecki et tous les experts savaient bien que la panique régnait du côté du gouvernement à cause de la grève des mineurs, et que probablement il aurait accepté une définition non étatique du socialisme, comme par exemple socialisation des moyens de productions + pouvoir populaire, et on aurait pu négocier là-dessus. Or on n'a pas négocié, on a seulement rédigé. Du côté du gouvernement on a obtenu plus qu'on n'espérait.

M.S. - Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'assemblée générale régulière des ouvriers des chantiers et des délégués, où on aurait pu en discuter ? Cela aurait pu mettre en marche un processus d'apprentissage et de politisation ?...

J.S. - Parce qu'alors, les ouvriers auraient refusé les accords. Ils étaient très radicaux, bien qu'un tiers d'entre eux (200) soient membres du parti. La direction avait peur des assemblées, et les experts eux-mêmes l'ont déconseillé. Les choses étaient telles que les ouvriers ne voulaient admettre aucun membre du parti dans les syndicats. Leur opposition aurait pu servir d'argument dans les négociations. A mon sens il aurait mieux valu faire voir au gouvernement la véritable disposition des travailleurs, la formuler explicitement. Parce que c'était une précédent idéologique de rébellion contre la définition étatique du socialisme. Pour moi, le socialisme n'est pas un système de parti unique, cela n'a rien à voir avec le parti, cela a à voir avec l'organisation de la société, avec la propriété (collective) des moyens de production, etc... Pour moi, c'était de l'arrogance, de la part des experts, de vouloir énoncer la formule politique à la place des ouvriers. Il aurait fallu que tous les délégués en discutent. Naturellement cela n'allait pas sans risques, car nous savions à quel point ils étaient radicalisés. Mais c'était leur mouvement, ils avaient le droit d'exprimer leur position. De mon point de vue, il valait mieux que cette radicalité qui les faisait s'opposer à toute concession politique les empêche d'obtenir ces syndicats prétendus indépendants. Alors l'alternative serait une réforme de l'ancienne structure syndicale, sous garantie d'une foi purement utopique en l'avenir. Aujourd'hui, ils ont ces syndicats dits indépendants, qui ne sont pas indépendants.

M.S. - Après la grève, j'ai interviewé Andreas Hegedus à Budapest ; à son avis, les syndicats libres ne doivent pas essayer de prendre en charge les fonctions d'administration sociale des anciens syndicats, car s'ils le font ils se bureaucratiseront.

"SOLIDARITE ENCHAINEE"

liaison difficile voire impossible entre des mouvements clandestins et autonomes dont l'organe d'expression est le journal "Robotnik" et le mouvement issu d'une lutte par la démocratie directe et l'égalitarisme.

(Texte tiré de "Solidarité Enchaînée" de Charles Reeve aux éditions Spartacus)

Dès 1976, un certain nombre de travailleurs s'étaient réunis de façon informelle autour des organes de défense mis en place par les membres du KOR. C'était la période de la répression qui suivit les grèves de 1976. Après diverses tentatives d'organiser des noyaux d'usine est né, en 1977, le Robotnik, journal ouvrier dont la diffusion atteindra vite les 10 000 exemplaires (2 000, rien qu'à Gdansk) ! Bientôt, ce journal va constituer un point de référence pour tous ceux qui, en milieu ouvrier, rompent avec le Parti et veulent se battre. On y trouve en effet « des militants ouvriers qui n'ont pas attendu l'émergence de l'« Opposition » pour être actifs... » Des réseaux clandestins de soutien se mettent en place afin d'appuyer les militants les plus actifs dans les grèves qui continuent à éclater et qui se trouvent ainsi plus exposés à la répression étatique. Pendant trois ans, cercles et noyaux d'activistes ouvriers plus ou moins liés à Robotnik vont s'implanter un peu partout, menant leur action hors du Parti et des syndicats officiels. Quelques groupes seront assez forts pour se donner une structure permanente, comme c'est le cas de celui qui, à Gdansk, se constitue en comité pour la formation de syndicats libres (CSL) dès 1978. Tout cela n'est possible que parce que ces activistes bénéficient du soutien et de la solidarité d'un nombre important de travailleurs dont ils expriment les préoccupations et qui voient en eux, dans leurs qualités éthiques, une garantie d'indépendance et de combativité. Le prouve, entre autres, le fait que la police trouve souvent des exemplaires du Robotnik lors de perquisitions dans les vestiaires des entreprises.

De par la situation de classe de leurs membres, ces groupes vont rapidement acquérir une indépendance relative vis-à-vis de l'« Opposition » intellectuelle, dont l'influence reste néanmoins toujours très forte.

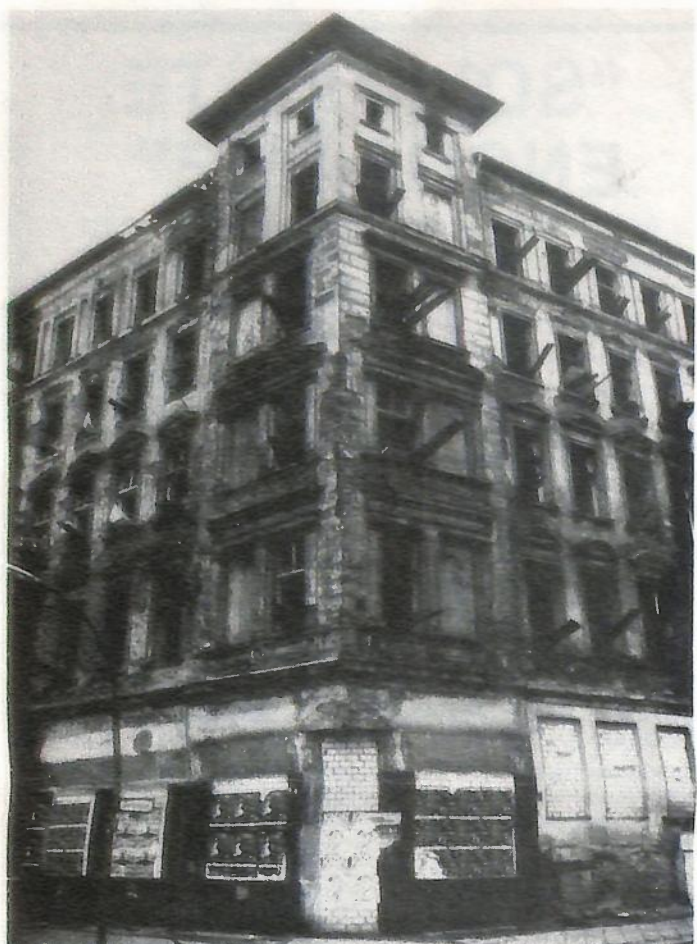
Dans ce courant de l'« Opposition » ouvrière, les positions étaient plutôt pragmatiques, proches de celles d'un syndicalisme pur. Des animateurs du Robotnik s'y référeront à plusieurs reprises d'ailleurs. Ce sont ces conceptions qui vont être confrontées à la réalité d'un mouvement de grèves de masse, pendant l'été de 1980.

En effet, ces courants ouvriers, déjà organisés, allaient jouer un rôle important dans ces luttes, et cela dès le départ. Tout d'abord à Gdansk, dans les chantiers navals, où les militants du CSL ont été à l'origine de la grève, faisant preuve d'une capacité d'initiative et de décision qui a entraîné très vite dans l'action de larges masses d'ouvriers, certes prêts à se battre, mais malgré tout rendus incertains par la peur de la répression et doutant de l'efficacité de la grève. Une fois l'action engagée, l'énergie collective des travailleurs libérée, le noyau du CSL restera actif et gardera un rôle d'une certaine façon autonome dans le mouvement. C'est ainsi que, le 15 et 16 août, profitant du refus ouvrier des premiers accords obtenus avec la direction des chantiers, et sensibles au fait que la grève faisait tache d'huile et dépassait le cadre revendicatif local, ce groupe restreint — envers lequel les travailleurs avaient déjà manifesté leur confiance en éisant ses membres au Comité de grève — relance l'occupation qui permettra cette fois-ci la formation du Comité inter-entreprises (MKS) et met en avant la revendication du syndicat libre. Ce genre d'initiative, expression de la volonté et de la détermination d'un groupe, n'est possible que parce que ce groupe a un rapport direct de confiance avec la base ouvrière à un moment donné. Il donne la mesure de toute la complexité du mouvement gréviste.

Ce noyau pré-organisé, très lié à la base et sensible à ses préoccupations, va constamment intervenir dans la lutte. De son côté, la base lui fait confiance mais, au fur et à mesure du développement de la situation, une attitude critique se fera jour : essentiellement vis-à-vis de la mainmise progressive de ce groupe sur la direction de la lutte, plus particulièrement sur l'organe suprême : le presidium du MKS. Des intervenants non ouvriers dans la grève de Gdansk ont fourni une analyse assez lucide du rôle que ce groupe ouvrier y a joué. Celui d'une organisation très soudée par la clandestinité, ayant développé un esprit partidariste très fort et dont l'objectif était, avant tout, de s'arroger la direction exclusive du mouvement. Telles sont les attitudes qui se trouvent à l'arrière-plan de bien des péripéties et conflits à l'intérieur de la lutte et même après, lors des affrontements pour la constitution du syndicat Solidarité entre tendance centralisatrice et tendance décentralisatrice. C'est aussi à ce niveau politique qu'on doit analyser le rôle d'hommes comme Walesa et non de façon superficielle et journalistique. De même la sensibilité que ce noyau du presidium — Walesa en tête — a manifesté envers les désirs de la base ouvrière, s'explique par cette préoccupation tout à fait essentielle pour lui de garder le soutien et donc le contrôle du mouvement. Les membres du CSL ont aussi été obligés de larguer en chemin bien de leurs conceptions originelles, dont celle qui prévoyait d'accepter les « structures » des anciens syndicats, agrémentés de « nouveaux statuts » ! Cette idée qu'exprimait encore Walesa le 20 août — a immédiatement été désavouée par la base pour qui l'issue fondamentale était devenue l'indépendance vis-à-vis du Parti. Enfin, il est clair que l'institutionnalisation des nouveaux syndicats et leur nouvelle fonction normalisatrice de l'agitation sociale feront nécessairement apparaître des dissensions et des clivages parmi les membres de ces groupes de l'« Opposition » ouvrière, liés à une situation passée et sans rapport avec celle à laquelle ces militants font face aujourd'hui.

Ainsi y a-t-il en Pologne ceci de particulier que la formation d'une vague de fond tout à fait spontanée s'est accompagnée de l'intervention dans son sein de noyaux ouvriers organisés sur la base d'un projet et de conceptions, fruits de leurs expériences et de leurs rapports avec des secteurs de l'« Opposition » intellectuelle. On pourrait souligner le fait qu'une telle situation n'a rien d'exceptionnel dans l'histoire du mouvement ouvrier où on peut difficilement concevoir une situation d'agitation sociale d'une telle ampleur sans l'intervention de groupes ou noyaux préexistants. Le cas polonais, les luttes de 1980-1981, traduisent à la fois un mûrissement de l'expérience du mouvement ouvrier par rapport à 1970 et 1976, un dépassement de la révolte pure et l'intervention de militants qui en ont tiré les leçons, et, en même temps, une faiblesse. Les travailleurs ont été en fait incapables de se donner une organisation et les moyens permettant l'intégration de ces groupes de militants dans la lutte sans qu'ils y prennent pour autant une place prééminente, condamnant ainsi les potentialités autonomes du mouvement. De plus, et c'est là une conséquence directe du caractère totalitaire de la société où les luttes éclatèrent, ces noyaux d'ouvriers militants restent profondément attachés à des principes de clandestinité et de dirigisme, lesquels viendront très rapidement se confronter avec l'égalitarisme et la démocratie directe issus du mouvement des travailleurs.

Berlin: phare Ouest



Pour éloigner des squatters, on a cassé les planchers et exposé les planches dans les fenêtres.



1 - Sigle des squatters sur les portes murées depuis la création du mur.



mur de Berlin du côté Ouest



promontoir prévu pour regarder l'Est : à ras du mur les miradors et les barbelés.



Ce n'est pas une photo après un bombardement, mais après le passage des spéculateurs.

Jusqu'à présent, quand on parlait de squatt, pour nous, c'était un peu la nouvelle mode des marginaux gauchistes copiant ce qui se passait ailleurs, et en faisant la suprême radicalité du moment. En bref, plutôt que de correspondre vraiment à des besoins, et à ce moment-là devenant un projet soutenable, c'était souvent folklo d'occuper une maison vide et après on passait à autre chose.

On est allé à Berlin, figure de proue de ce genre de pratique.

Nous nous sommes retrouvés dans le quartier de Kreuzberg, où on ne peut pas faire un pas sans passer devant une maison occupée. Le mouvement "Instand-Besetzung" (traduction littérale : Occuper pour remettre en état), n'est pas en fait unique, mais prend des proportions qui n'ont absolument rien à voir avec ce qui se passe ici. Nous avons essayé de comprendre le pourquoi et le comment de cette situation.

D'abord, Berlin est une ville très spéciale, immense; le quartier de Kreuzberg, à lui tout seul est aussi grand que Toulouse, coupé en deux par le mur; la campagne extérieure n'existe pas hormis une forêt utilisée pour les loisirs.

Dans toute ville européenne, à l'heure actuelle, on rénove le centre-ville, et les propriétaires font ravalier les façades, moderniser les intérieurs en augmentant les loyers, ce qui a pour effet, sinon pour but, d'évacuer la population prolo et immigrée vers les cités périphériques, et de favoriser la spéculation des promoteurs. A Berlin, le relogement périphérique et bon marché étant impossible, du fait de sa spécificité géographique, le profit et la spéculation immobilière atteignent le paroxysme.

Les vieux immeubles de Berlin appartiennent soit à des particuliers de l'Allemagne de l'Ouest, soit à des Sociétés Immobilières, dont une des plus importantes est un syndicat ouvrier "Neue Heimat" (nouvelle patrie). Souvent, ces sociétés en sont devenues propriétaires grâce à des complicités (voire des magouilles) d'hommes politiques ou de sénateurs, et arrivent même à opérer une double spéculation :

D'une part, en refusant de louer ces immeubles, elles y gagnent car le manque de rapport de ces bâtiments (pas de loyers) leur donne droit à une déduction d'impôts quelquefois par rapport à d'autres activités qu'ils exercent en Allemagne de l'Ouest.

D'autre part, la ville de Berlin accorde des subventions pour détruire et reconstruire. (Il n'est pas rare de retrouver les mêmes sociétaires dans les sociétés propriétaires et dans les sociétés de reconstruction d'où le double intérêt).

Il arrive aussi que les magouilles ont été tellement importantes, et la situation tellement peu claire que les gens prétendant à une location d'un appartement inoccupé n'arrivent pas à trouver le propriétaire ou la société propriétaire de l'immeuble.

Nous, nous avons imaginé que la ville de Berlin avait été désertée complètement après la guerre et surtout après la construction du mur en 1961, et nous avions pensé que là était la cause de toutes ces maisons de 5 ou 6 étages complètement vides, et la plupart du temps dans un état très convenable.



Nous occupons et nous rénovons pour protester :

- contre la misère du logement
- contre la destruction de notre ville par les spéculateurs et contre la politique corrompue du logement.
- contre la démolition des maisons encore en bon état.
- contre les programmes d'assainissement anti-social.

Nous réclamons donc :

- la décriminalisation et la libération des squatters et des manifestants.
- la non-évacuation des maisons occupées.

Mais pas du tout ! S'il est vrai que beaucoup de Berlinoises de l'Ouest ont préféré repartir en Allemagne Fédérale, la population de Berlin n'a pas du tout baissé, et l'activité industrielle étant assez importante, la population de prolos a augmenté. L'immigration étrangère, en particulier de Turcs a été très importante.

Et comme partout, les familles nombreuses d'immigrés s'entassent dans des tout petits appartements à côté d'immenses maisons vides. Et, il est hors de question, pour eux, comme pour beaucoup de jeunes, de payer des loyers trois fois plus chers. Les nouvelles constructions ne se font pas pour un arrangement des conditions de vie, mais pour en mettre un peu plus dans la poche des spéculateurs... Ce phénomène, général un peu partout, dans les pays libéraux, est devenu tellement criant à Berlin et tellement contradictoire avec les besoins de la population qu'ils ont provoqué des mouvements d'occupations, d'auto-organisation, de structures alternatives sans comparaison avec ailleurs.

Paradoxalement les gens qui arrivent à Berlin, peuvent se retrouver sans logement, alors qu'il y a bien 600 maisons vides.

Il y a 10 ans, des groupes d'individus avaient déjà investi des immeubles inoccupés. Et ensuite en 79 se sont créées des associations de locataires qui ont installé des sans-logement dans des appartements vides, quelquefois en accord avec les propriétaires; le loyer étant payé par les travaux de rénovation.

En 1980, ce mouvement d'occupation se développe avec ou sans accord des propriétaires et 150 maisons se retrouvent squattées, de fait.

Evidemment les associations de propriétaires ne voient pas d'un bon œil cette extension des occupations et poussent le Sénat à intervenir (Beaucoup de sénateurs sont concernés individuellement dans ces spéculations).

Le 8 décembre 1980, le Sénat décide d'agir et envoie les flics de Berlin évacuer certaines maisons prétextant des vols d'objets ou de meubles. Ce qui a pour effet de provoquer des batailles de rues, des manifestations violentes entre la population des maisons occupées et les destructeurs arrivant avec leurs bulldozers pour raser tout, défendus évidemment par les forces de l'ordre.

Les affrontements violents entre les flics et les squatters vont se poursuivre jusqu'en octobre novembre 1981.

Voici un interview d'un squatter en septembre 81 paru dans "Le Matin de Paris Magazine", qui explique le départ du mouvement TUWAT, qui a appelé à un grand rassemblement international à Berlin le 25 août 1981.

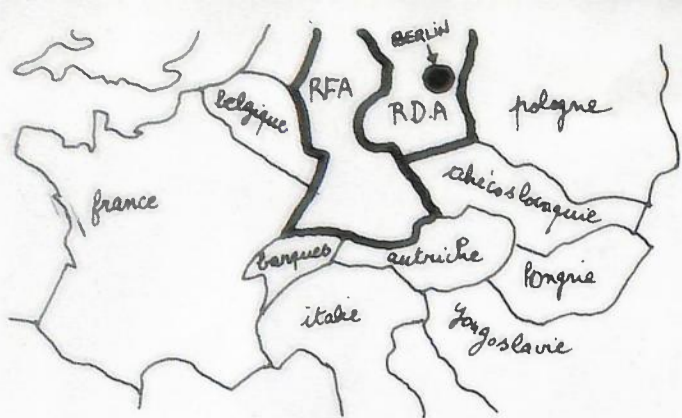
D'après ce que nous avons entendu là-bas, le grand rassemblement n'a pas eu l'effet escompté, mais se transforma plutôt en tourisme de gauche de tous ceux que la dernière nouveauté fait frémir.

« Au milieu de l'été, ils ont cru nous avoir. C'était les vacances; beaucoup de gens partaient. Le 31 juillet, le ministre du Logement du Sénat de Berlin, Rasteborski, nous a fait une véritable déclaration de guerre. Il a annoncé que neuf maisons allaient être évacuées par la police. On a tout de suite réagi. Le lendemain, le fameux tract annonçant Tuwat était rédigé, traduit en huit langues et envoyé partout. Six jours plus tard, le tribunal administratif de Tiergarten interdisait sa diffusion pour "incitation à des actes répréhensibles, insultes à M. le Maire et à son ministre de l'Intérieur". Deux distributeurs du tract étaient interpellés. Un mandat de perquisition du 29 Waldemarstrasse, point de rencontre des "congressistes" de Tuwat, était signé. Le 10 août, à 4 h 15 du matin, trois étranges personnages découpaient au diamant une fenêtre du local de Tuwat. Surpris par trois squatters, ils les menaçaient d'un pistolet avant de leur casser la figure. La perquisition était effectuée, comme par hasard, trois quarts d'heure plus tard. Le lendemain, une plainte était déposée contre les trois squatters, tabassés et en cavale, pour "rébellion à agents de la force publique". Il se serait agi de provocos, venus déposer des objets compromettants juste avant la perquisition, ils ne s'y seraient pas pris autrement, dit Anno. Bref, pour nous, il n'est plus possible de croire à l'Etat de droit. On ira jusqu'au bout de la bagarre. »

Le gouvernement ouest allemand préfère laisser l'armée américaine faire des manœuvres dans les maisons vides et les saccager littéralement plutôt que de laisser les gens s'y installer. Pour le moment, aucune des forces alliées, n'est intervenue directement dans des manifestations de rues. J-M Rattay est mort, et au moins trois autres personnes, de manière moins spectaculaire, des suites de grenades lacrymogènes et des charges de flics. 2000 personnes, pour la plupart des jeunes pris dans ces manifestations avec des objets susceptibles d'être des armes, sont en prison, certains ont déjà été jugés et ont pris 1 ou 2 ans fermes en flagrant délit.

Devant cette opposition, le Sénat a été obligé de faire une trêve : Aucune maison occupée ne sera vidée par la force durant les mois d'hiver. Pendant cette trêve, la mobilisation des occupants a baissé, certains sont partis en voyage et le Sénat manœuvre. Des démarches sont en cours, pour tenter d'arriver à un arrangement, en séparant les bons squatters des mauvais. C'est à dire, le Sénat voudrait passer des accords avec ceux qui rénovent vraiment les immeubles et virer les autres. Mais le mouvement "Occuper pour construire"





Après les accords de Yalta, Berlin se trouvant en zone russe (Allemagne de l'Est) a été découpée en quatre zones entre les alliés vainqueurs du troisième Reich. Les russes, les américains, les français, les anglais s'en sont répartis les quartiers de la même manière qu'ils s'étaient redistribué l'Allemagne dans son entier.

En 1961, les pays de l'Est formalisent par la construction du mur de Berlin coupant la ville en deux la séparation avec les "démocraties occidentales".

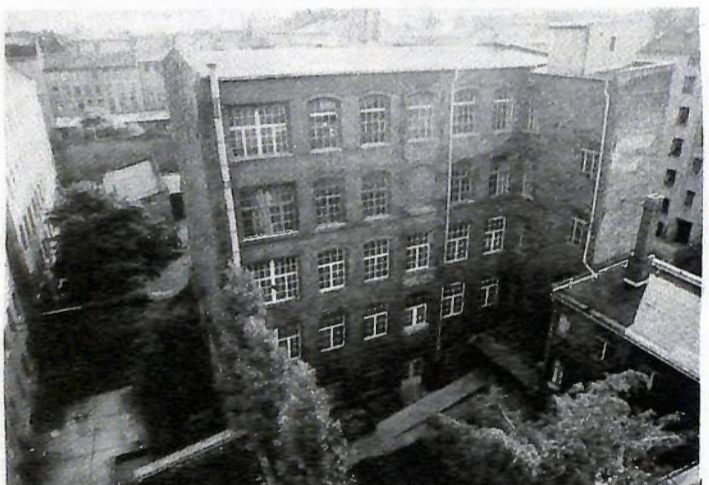
re "refuse cette séparation malgré les différences existantes qui empêchent une position commune très claire. Et il est certain qu'il ne cédera pas, que pour eux, il faut que soit posé clairement le problème politique du logement, le problème du profit avant tout.

Pendant cette trêve de l'hiver, après les durs affrontements de l'été passé, tout le monde attend; certaines banques qui avaient eu leurs vitres cassées lors des bagarres de rues, n'ont même pas pris la peine de les remplacer; elles se sont barricadées avec des panneaux de bois, prêtes à affronter de nouveaux pavés.



WEIL LEERSTEHENDE WOHNUNGEN NICHT VERMIETET WERDEN: IN STAND(BE)SETZUNG
VON WOHNUNGEN IN DER LÜBENERSTR. 3 UND GÖRLITZERSTR. 74!
~ BÜRGERINITIATIVE 50 36 ~

1ère affiche des occupations en 1979: Parce que des appartements vides ne sont plus loués, occupons et remettons en état les appartements de Lübenstraße et Görlitzstraße.



Immeuble vide et squatté par la suite. Ce sont d'anciennes usines avec cours intérieures. Les squatters y ont installé toutes sortes d'ateliers (menuiserie, mécanique...)



Population turque de Kreuzberg



FÉVRIER. MARS etc...

AMNISTIE?...

Le pouvoir ne prononcerait... au mois de Mai. Qui attend, r. il pour l'application régulière d'un texte explicitement voté par l'Assemblée Nationale? 1988?



2 - Freizeit statt Freizeit: liberté à la place de temps libre
Dies ist unser Haus! Wir bleiben drin! Basta!
C'est notre maison, on y reste ensemble, Basta!

squatter, c'est rénover

Nous avons visité quelques maisons occupées. Dans toutes les maisons, depuis les descentes de flics, les portes restent fermées à clef pour éviter les visites indésirées; pour rentrer il faut appeler et se faire reconnaître pour qu'on lance les clés par la fenêtre.

La première maison visitée, était occupée au début par des gens en plein mouvement, faisant priorité des manifs de rues par rapport à leur installation dans la maison; certains ont été arrêtés par la suite. A l'heure actuelle s'y retrouvent des groupes très différents, n'ayant aucune vie commune entre eux. Il y a des rockers, des punks, des marginaux style "communauté d'après 68" en France, et des individus qui ont commencé à s'arranger leur petit coin. Dans cette maison, le rapprochement entre tous les gens qui l'habitent, se fait surtout contre la répression; il existe un certain accord sur le mode de vie en général sans que cela débouche sur une organisation collective de la vie. Là passent des jeunes qui en ont marre de leur famille, des études et du ron-ron quotidien; un peu ce qui se passait ici quand les fuyeurs se réfugiaient dans les communautés à la campagne. Il y a donc dans ce mouvement toute une frange marginale qui ne trouve sa place nulle part ailleurs, dans ce Berlin affairiste et obnubilé par la présence du mur. Le mur, dans ce quartier particulièrement, est devenu un panneau d'affichage; des bombages de toutes sortes et dans toutes les langues ornent le mur du côté ouest, alors que de l'autre côté, en montant sur des promontoires prévus à cet effet, nous pouvons voir le clean du mirador et les barbelés de l'est. On a donc l'impression, et des gens qui y habitent aussi, que c'est un ghetto où tout est permis pour se défouler, où la contestation de l'écoeuvante opulence de la société de consommation occidentale se concentre dans une zone déterminée, "la tête contre les murs", sans que ce sentiment se propage aux quartiers diplomatiques de la ville côté-ouest. C'est sans doute pour cela que les punks, et toutes les modes les plus excentriques et les plus nihilistes se retrouvent à la frontière entre l'occident soi-disant libre et l'est où tout est aseptisé et programmé.

Nous avons visité une seconde maison, de 5 étages habitée par un groupe fixe depuis quelque temps; L'organisation de vie y est collective tant au niveau de l'aménagement intérieur - chacun a aménagé une partie individuelle autour d'une structure commune (cuisine - bibliothèque - sanitaire), qu'au niveau du fonctionnement de survie; certains travaillent à l'extérieur, apportant leurs salaires à l'ensemble pour la survie et pour la rénovation de la maison; certains ont repris un magasin de légumes avec une gestion coopérative. Le bâtiment en lui-même est complètement reconstruit et arrangé au fur et à mesure des possibilités financières et de temps des occupants. Cela est un exemple. D'autres se sont organisés autour d'ateliers de mécanique, de menuiseries ou de librairies, imprimeries...

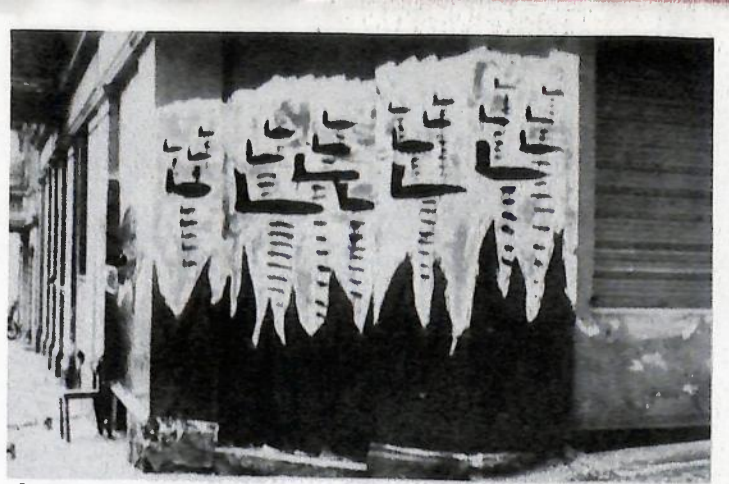
Cette façon de vivre est très répandue à Berlin; la structure alternative y est très développée; de nombreux cafés alternatifs se sont créés dans des maisons occupées, fournissant un lieu de rencontre tout en assurant la survie de ceux qui les tiennent (quelques uns mêmes marchent si bien qu'une fois les salaires payés, l'excédent de recette est utilisé pour les prisonniers).

La plupart des enfants vont dans des crèches organisées collectivement par les parents ou communautés dans des maisons ou boutiques occupées.

Ainsi dans ce quartier en particulier la vie prend un aspect différent, non traditionnel; toute l'organisation est particulière; De plus, les squatters ont fait d'un quartier gris et morne, un espace plus vivant, en décorant les maisons, en dessinant des fresques sur les murs. Ce n'est certes pas l'univers propre et esthétique d'une architecture moderne; les banderoles et les inscriptions ne doivent pas correspondre aux normes du bien-être, mais cela crée une vie différente dans une architecture en elle-même très froide.

Compte-tenu que les occupations ne sont pas sous-tendues par une théorie commune ou par une organisation qui l'aurait décidé, mais le fait de beaucoup de groupes aux opinions diverses, le mouvement est intéressant par son étendue, et non pas comme le nouveau modèle à suivre n'importe où.

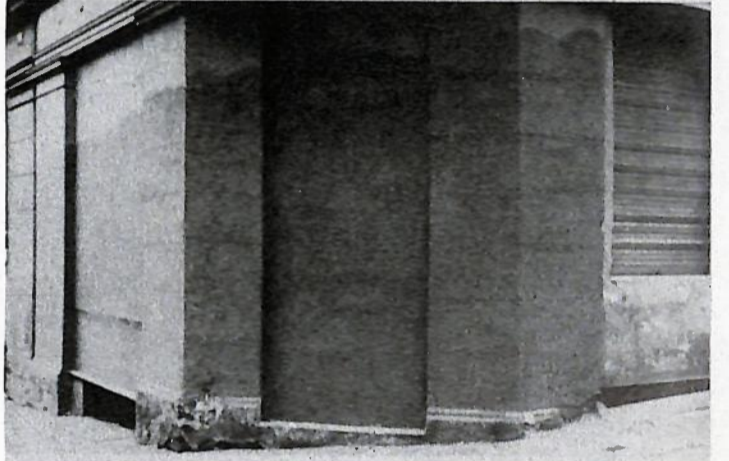
Il ne peut constituer un but en soi, il ne le devient que face à la répression, et à l'offensive des propriétaires pour éviter une généralisation qui entraverait la bonne marche de la société berlinoise.



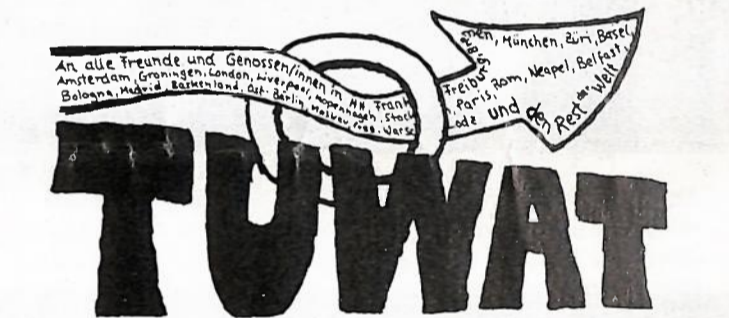
A cause de cette fresque contre la démente du gouvernement de l'OTAN,



les flics arrivent avec 4 bagnoles. (la voiture au premier plan est une voiture de flics en civils). La police ne connaît ni crise d'énergie ni manque de personnel.



Ensuite le mur a été repeint d'un "joll gris".



spéctacle à BÄRLIN à partir du 25.8

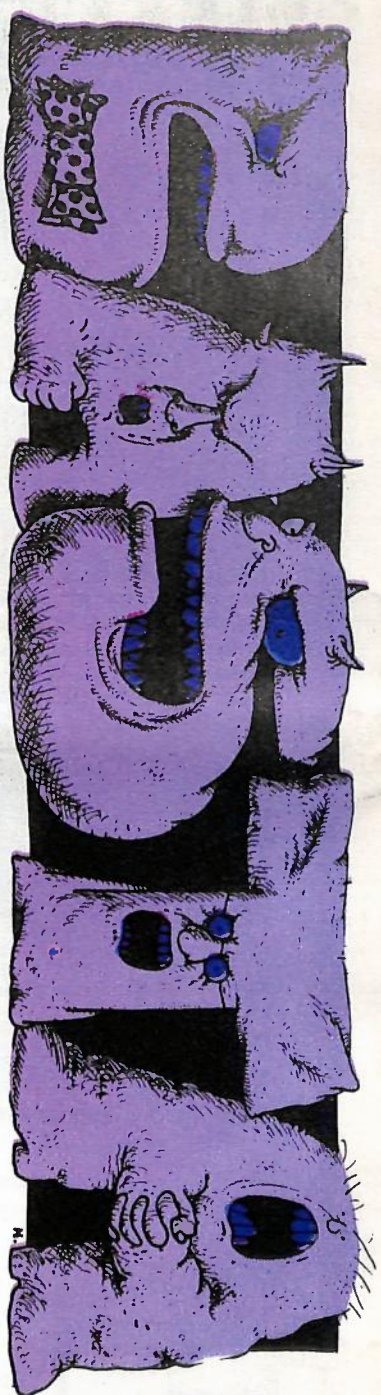
L'événement s'appelle TUWAT (= fais quelque chose)
Un congrès, un festival, une expression de la lutte qui nous unit. Tout ça aura lieu à Berlin, le cul divisé des nations. Berlin, où la guerre froide des gouvernements se manifeste dans sa plus pure forme. Une guerre dirigée contre nous.
Le gouvernement de Berlin nous a déclaré la guerre.
Ils veulent vider neuf maisons occupées, des maisons qui sont pour nous bien plus que des habitations. Ils veulent détruire notre espace vital et nos rapports humains. S'ils pensent pouvoir faire de nous ce qu'ils veulent, ils verront...
Nous jeterons les armes nucléaires dans les canaux d'Amsterdam.
Nous brûlerons les plans d'urbanisation inhumains dans les mines de sel de Gorleben (prévues pour les déchets atomiques).
Nous détruirons votre béton et nous l'offrirons comme cadeau de mariage à Lady Di.
Nous ferons des manifs qui leur foutent la trouille.
Nous célébrerons des fêtes à faire trembler la ville.
Nous vaudrons, nous nous raconterons les nombreuses expériences que nous vivons dans des luttes à tous les niveaux.



Depuis le 15-2, cette maison est squattée et rénovée. On ne veut pas une modernisation nécessitant un fric fou pour qu'ensuite personne ne puisse plus payer les loyers. On ne veut pas vous lockouter, mais on veut éviter qu'on assainisse les logements pour le profit du propriétaire.



après l'évacuation (les flics)



MARS 82 n°24

ISSN 0395 4250

3f



- Ne vois tu rien venir ?...

RAS

